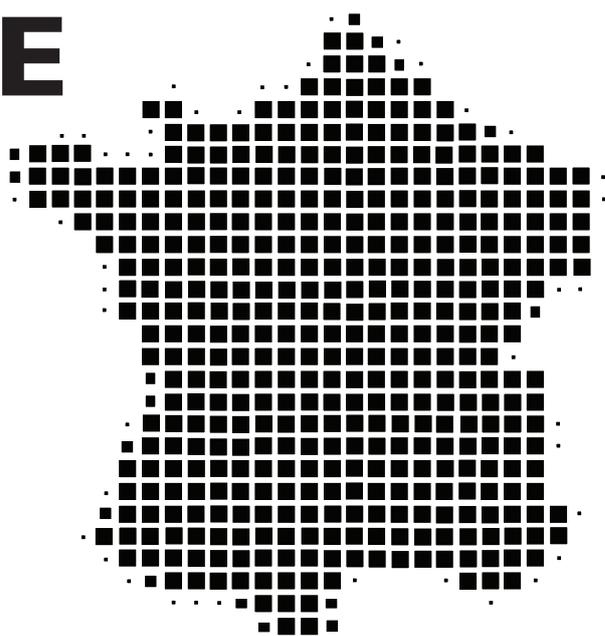


# ENQUÊTES D'OPINION

## LES ASPIRATIONS ET CLIVAGES DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

**DOSSIER  
DE SYNTHÈSE**



Jean-Loup MOLIN  
Juin 2018



DÉLÉGATION TERRITOIRES & PARTENARIATS  
DIRECTION DE LA PROSPECTIVE ET DU DIALOGUE PUBLIC

**GRANDLYON**  
la métropole

## 6 dossiers thématiques, 114 fiches-enquêtes, comment s'y retrouver ?

Tous les résultats d'enquêtes cités dans ce **dossier de synthèse** sont issus des dossiers ci-après. Des renvois au fil du texte vous permettront de retrouver les fiches-enquêtes d'origine et d'accéder à la totalité des résultats.

Dossier 1 : **RAPPORTS AUX INSTITUTIONS**, piloté par Sebastian Roché

Avec les fiches rédigées par :

- Sebastian Roché (fiches 1, 2, 3, 6, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17),
- Cédric Polère (fiches 4, 5, 7),
- Aurélien Boutaud (fiches 8, 12)

Dossier 2 : **TRAJECTOIRES SOCIALES**, piloté par Cédric Polère

Avec les fiches rédigées par :

- Cédric Polère (fiches 18, 20, 23, 24, 31, 34, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42),
- Sebastian Roché (fiches 27, 28, 29, 30),
- Aurélien Boutaud (fiches 21, 22, 25, 32, 33, 36)
- Boris Chabanel (fiches 19, 26)

Dossier 3 : **SÉCULARISATION & RELIGION**, piloté et rédigé par Sebastian Roché (fiches 43 à 59)

Dossier 4 : **COHÉSION SOCIALE & VIOLENCES**, piloté et rédigé par Sebastian Roché (fiches 60 à 83)

Dossier 5 : **VALEURS MORALES, TECHNOLOGIE & ENVIRONNEMENT**, piloté par Cédric Polère

Avec les fiches rédigées par :

- Cédric Polère (fiches 85, 86, 88, 89, 91, 97, 98),
- Sebastian Roché (fiches 99, 100),
- Aurélien Boutaud (fiches 84, 90, 92, 93, 94, 95, 96, 101)
- Boris Chabanel (fiche 87)

Dossier 6 : **RAPPORTS À LA VILLE**, piloté par Aurélien Boutaud

Avec les fiches rédigées par :

- Aurélien Boutaud (fiches 102, 105, 106, 108, 109, 111, 112),
- Cédric Polère (fiches 103, 107, 110, 113, 114),
- Sebastian Roché (fiche 104)

# PRÉAMBULE

L'analyse des transformations sociales est un des fondements de tout travail de prospective : comment évoluent les valeurs morales (famille, sexualité, fin de vie...), les croyances et les aspirations des Français ? Quels sont les clivages qui s'affirment et ceux qui régressent (droite et gauche, ville et campagne, nation et mondialisation...) ? Comment certaines pratiques sociales importantes se transforment-elles (consommation, santé, alimentation, rapports de genres...) ? Quelles conceptions les Français projettent-ils pour demain concernant le rapport à l'altérité, les formes de la solidarité, la place de l'action publique ?

La direction de la prospective et du dialogue public a souhaité faire le point sur toutes ces questions. Elle a compilé plusieurs centaines d'enquêtes réalisées au niveau national et international.

Les résultats commentés sont présentés au sein des six dossiers thématiques suivants :

1. Rapports aux institutions
2. Trajectoires sociales
3. Sécularisation & religion
4. Cohésion sociale & violence
5. Valeurs morales, technologie & environnement
6. Rapports à la ville

**Le présent document en fait une synthèse générale.**

## PRÉCAUTIONS MÉTHODOLOGIQUES

Les données présentées ici ne sont pas issues de statistiques (par exemple le nombre de délits enregistrés dans le pays par la police pendant une année) mais d'enquêtes et de sondages (par exemple la part de la population qui éprouve un sentiment d'insécurité dans les transports publics).

Nous sommes donc dans le registre du déclaratif qui permet de cerner des opinions et des représentations.

L'intérêt des enquêtes d'opinion est précisément de pouvoir appréhender la subjectivité des individus, de comprendre ce qui motive leurs comportements. Leur limite est le décalage qui existe bien souvent entre ce que les gens déclarent et ce qu'ils font réellement. Mais identifier ces décalages constitue aussi un enjeu pour tout responsable public souhaitant adapter l'offre de service aux attentes des habitants, ou inversement susciter des évolutions dans les comportements des habitants.

Les enquêtes et les sondages sont soumis par nature à de multiples biais, même quand l'échantillon est dit représentatif de la population. Par exemple, une même question formulée de deux façons différentes peut entraîner des résultats différents. Ou alors, des éléments forts dans l'actualité, mais conjoncturels, peuvent venir perturber les réponses des interviewés. Ajoutons aussi que, par définition les individus répondent aux questions qu'on leur pose. Or bien souvent aucune question ne leur permet d'exprimer ce qu'ils pensent vraiment... et ce que font alors ressortir les résultats du sondage, c'est autant les préoccupations du sondeur que les opinions des personnes sondées.

Toutefois, si tel ou tel résultat d'enquête peut toujours être critiqué, la masse des sondages et des enquêtes ne se trompe pas. C'est la raison pour laquelle la direction de la prospective et du dialogue public a souhaité compiler et recouper les résultats de nombreuses enquêtes.

Dans la restitution synthétique des résultats que nous livrons ici, aucun chiffre n'est cité seul (par exemple, x% des Français pensent que...). En effet, malgré leur apparente précision ces chiffres ne sont que des ordres de grandeur. Par contre, ce qui est réellement significatif ce sont les comparaisons dans le temps et entre groupes. Toutes les données présentées exprimeront donc soit des évolutions d'opinions, soit des différences ou des proximités d'opinions entre des groupes.

# LES ASPIRATIONS ET CLIVAGES DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

## DOSSIER DE SYNTHÈSE

### SOMMAIRE

<b>POLITIQUE</b> .....	<b>p.8</b>
<b>« À quoi bon aller voter ? »</b> .....	p. 9
▶ La défiance envers la sphère politique atteint des sommets et fragilise la démocratie. Face à « l'impuissance du politique », l'attrance pour des pouvoirs technocratiques et autoritaires progresse, sur fond de déception vis-à-vis de la démocratie participative.	
<b>« L'Europe n'a pas profité à des gens comme moi »</b> .....	p. 11
▶ Le clivage droite-gauche, bien que toujours présent, est éclipsé par le débat sur la Nation, protectrice et souveraine, ou ouverte et inscrite dans l'Europe. La défiance envers les élites et envers l'État crée les conditions d'une légitimation de la violence.	
<b>« Laissez-nous nos services publics de proximité ! »</b> .....	p. 14
▶ Les Français regardent les services publics comme un bien commun de la Nation. Comment moderniser ce qui semble sacré ? Jusque où et à quel coût les services publics peuvent-ils assumer leur mission de cohésion sociale et territoriale ?	
<b>« Les américains ne sont jamais allés sur la lune »</b> .....	p. 17
▶ Les Français les moins instruits adhèrent plus que les autres aux théories complotistes, s'intéressent peu à la politique, semblent moins réceptifs aux messages de prévention santé... L'idéal du « citoyen éclairé », une victime collatérale des déterminismes sociaux persistants ?	
<b>« Les Français d'une autre origine que la mienne sont des citoyens comme les autres. Mais... »</b> .....	p. 19
▶ Les principes républicains de gestion de l'altérité (liberté de croyance, refus des communautés, égalité de tous les citoyens devant la loi...) sont parfaitement intégrés, et même portés par les Français. Toutefois, lorsqu'ils s'expriment sur des questions faisant écho à ce qu'ils vivent personnellement, les Français manifestent un rapport à l'altérité qui n'est pas apaisé.	
<b>« Pourquoi je respecterais la France si elle ne me respecte pas ? »</b> .....	p. 21
▶ Les discriminations ethniques ou religieuses ressenties constituent un phénomène massif en France. Ces discriminations alimentent les ressentiments et créent un terreau propice à la violence.	
<b>« Mon tiercé : plus de justice, plus de liberté, plus de solidarités choisies »</b> .....	p. 23
▶ Les Français plébiscitent de plus en plus la justice, la liberté et le travail. Ils critiquent la solidarité redistributive gérée par les institutions et semblent se recentrer sur les solidarités choisies. Ils mettent en cause le fonctionnement de la sphère publique, tant dans sa mission d'assurer les solidarités que dans celle d'accompagner les initiatives.	

## **SOCIÉTÉ** ..... p. 25

### **« La PMA pour les couples homosexuels ? Pourquoi pas »** ..... p. 26

► La société française est de plus en plus libérale et permissive sur le plan des valeurs morales. Mais des sujets comme la famille, la fin de vie ou la peine de mort sont très clivants sur le plan politique et religieux.

### **« Les animaux sauvages devraient être interdits dans les cirques »** ..... p. 28

► Les Français veulent retrouver une relation apaisée à la nature, mais ils ne stigmatisent pas le progrès technologique quand celui-ci les aides à mieux vivre. Ils se montrent particulièrement technophiles lorsqu'il s'agit de leur santé, mais aussi de l'augmentation de leurs capacités physiques.

### **« Ta religion n'a pas à envahir l'espace public ! »** ..... p. 31

► La France devient un des pays les plus irrégieux du monde, mais connaît en même temps un « retour du religieux ». On assiste dans tous les cultes à une montée de la religiosité et à la recherche d'une plus grande visibilité sur l'espace public. Face à des Catholiques âgés et de moins en moins nombreux, l'islam apparaît comme un groupe dynamique et très visible socialement (voile, consommation halal). Dans le même temps, un nombre croissant de Français adhèrent à une laïcité de cantonnement visant à circonscrire les croyances à l'espace intime.

### **« La religion est très importante pour moi »** ..... p. 33

► Les musulmans se distinguent du reste de la population française par un rapport très peu libéral aux valeurs morales et par une conception et une pratique souvent fondamentaliste de la religion. Le décalage entre Français musulmans et non musulmans s'exprime de façon particulièrement forte chez les adolescents et chez les jeunes. Tout cela alimente la crainte d'un séparatisme musulman.

### **« Mes parents n'écrivent pas le français, mais moi, je veux faire des études supérieures »** ..... p. 35

► Différents indicateurs montrent que le ressort de l'intégration des Français issus de l'immigration n'est pas rompu. Les modes de vie convergent. Les aspirations à la réussite scolaire et à l'égalité de traitement s'affirment parmi les jeunes issus de l'immigration. L'intégration se négocie toutefois âprement et la part des jeunes ne se sentant pas « considérés comme français par les Français » varie fortement selon les pays d'origine des parents.

### **« La richesse n'est pas responsable de la pauvreté »** ..... p. 37

► Les Français refusent les écarts de revenus trop élevés, ont le sentiment de s'appauvrir et craignent plus que d'autres peuples de tomber dans la pauvreté. Pour autant, ils ne stigmatisent pas la richesse. Ils sont plus de 70 % à penser que la présence de personnes riches est utile à l'ensemble de la société.

### **« Je ne suis pas féministe mais j'exige l'égalité salariale »** ..... p. 39

► Les discriminations liées au sexe augmentent-elles ou sont-elles de moins en moins acceptées par la société ? Difficile de répondre. Toujours est-il que la part des Français estimant avoir été victimes de discrimination à l'embauche en raison de leur sexe a augmenté ces dernières années, de même que celle de ceux qui pensent qu'il reste encore beaucoup de choses à faire pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes.

## **VILLE ET TERRITOIRES** ..... p. 41

### **« J'aime ma ville »** ..... p. 42

► S'ils avaient le choix, une majorité de Français préféreraient vivre à la campagne. Mais plus la taille de l'agglomération où ils habitent est importante et moins les Français rêvent de la campagne. Ceux qui indiquent vouloir « vivre ailleurs » voudraient en majorité parvenir à combiner les avantages de la ville et de la campagne, par exemple en habitant un village ou une petite ville en périphérie d'une grande agglomération, ou en s'installant dans une ville moyenne.

### **« Le footing et mon maraîcher sont les meilleurs amis de ma santé »** ..... p. 44

► Des pratiques sociales comme le sport ou les repas, traditionnellement associés au plaisir et à la convivialité sont de plus en plus appréhendées par les Français à travers le prisme de la santé. Signe que les messages de prévention passent. Mais les Français allient-ils l'utile à l'agréable ou bien succombent-ils à un nouvel impératif moral ?

### **« Entre amis, en famille et avec les voisins, on se serre les coudes »** ..... p. 47

► La sociabilité et l'appartenance à des collectifs constituent une composante essentielle du bien-être. Mais en France, 10 % des personnes sont dans une situation objective d'isolement et 20 % n'entretiennent des liens de sociabilité que dans un seul réseau. Les enquêtes révèlent que les personnes isolées se sentent moins à même que les autres d'affronter leurs difficultés. Face à ce constat, l'évolution générale des valeurs en faveur d'un recentrage sur les solidarités choisies interroge et amènera de plus en plus à se poser la question des « trous dans la raquette de la solidarité ».

### **« La rue me semble moins violente.**

#### **Par contre, ma fille s'est faite humilier sur Internet** ..... p. 49

► Le sentiment d'insécurité régresse globalement en France de façon régulière depuis dix ans. Son niveau est plus élevé dans les villes qu'à la campagne, mais certaines enquêtes suggèrent un resserrement des écarts. Au sein des territoires urbains le sentiment d'insécurité varie fortement selon que l'on habite un grand ensemble, le centre-ville, un tissu mixte ou un lotissement. Il touche donc inégalement les différentes catégories sociales puisque celles-ci se distribuent inégalement dans l'espace.

### **« Dans les transports publics, je ne suis pas rassurée »** ..... p. 51

► La majorité des femmes déclarent faire l'objet de harcèlement dans les espaces publics des villes et dans les transports en commun. Plus ou moins fréquents, plus ou moins graves, les incidents semblent ne provoquer que rarement une réaction chez ceux qui en sont les témoins. Le sentiment d'insécurité qui en découle touche plus souvent les femmes de milieu modeste du fait notamment de leurs horaires de travail souvent atypiques et de leur plus grande dépendance vis-à-vis des transports en commun.

### **« La mixité sociale se dégrade »** ..... p. 52

► Les Français adhèrent à l'idée de mixité sociale, mais leurs choix résidentiels et scolaires vont à l'encontre de l'idéal prôné, contribuant ainsi à alimenter les ségrégations urbaines. Les enquêtes montrent que le sentiment d'injustice et les incivilités non réprimées constituent deux puissants facteurs de dégradation des rapports sociaux, au-delà de l'absence de mixité sociale. Cela pose la question de la capacité à faire vivre une action publique rigoureuse et juste.

**« Je veux une ville verte »** ..... p. 55

▶ Quand on les interroge sur la ville qu'ils souhaitent, les Français plébiscitent le calme, la verdure, les courtes distances. La proximité des services et aménités arrive ensuite. Le thème de la ville intelligente ou connectée est celui qui génère le moins d'adhésion. Les Français ne l'investissent pas émotionnellement. Pour autant, les couches les plus urbaines de la société (les CSP+, les jeunes) sont à l'avant-garde des nouveaux usages numériques collaboratifs comme le covoiturage.

# POLITIQUE

## « À quoi bon aller voter ? »

**La défiance envers la sphère politique atteint des sommets et fragilise la démocratie. Face à « l'impuissance du politique », l'attraction pour des pouvoirs technocratiques et autoritaires progresse, sur fond de déception vis-à-vis de la démocratie participative.**

Depuis trente ans la confiance envers le monde politique connaît une érosion inexorable. Avec 89 % des Français qui considèrent en 2014 (contre seulement 42 % en 1977) que *« les hommes politiques se préoccupent très peu ou pratiquement pas de ce que pensent les gens comme eux »* il faut désormais parler d'une défiance de la population envers ses représentants. Cette défiance se manifeste dans toutes les catégories socioprofessionnelles, mais parmi les ouvriers et les employés bien davantage que parmi les cadres. De manière liée, les Français accordent de moins en moins de crédit aux journalistes : en 2018, 68 % de la population (56 % en 1993) pense que *« les journalistes ne sont pas indépendants, c'est-à-dire qu'ils ne résistent pas aux pressions des partis et du pouvoir »*.

Certaines enquêtes montrent que le rejet se concentre bien plus massivement sur les élus que sur les institutions, publiques ou privées : en 2016, 14 % seulement des Français déclarent faire confiance aux hommes et femmes politiques, mais ils sont 73 % à faire confiance à l'école, 69 % à faire confiance aux organismes de protection sociale et aux associations, 39 % à faire confiance aux banques et 63 % à faire confiance aux entreprises privées.

Ce climat de défiance a fini par dégrader l'opinion que les Français se font du fonctionnement de la démocratie. En 2014, 73 % d'entre eux considèrent que *« la démocratie fonctionne pas très bien ou pas bien du tout »*. Ils n'étaient que 54 % à le penser en 2012 et 47 % en 2003.

### REDONNER DU POUVOIR AU POUVOIR OU DÉMOCRATISER LA DÉMOCRATIE ?

La tentation pour des régimes moins démocratiques prend de l'importance. En 2015, 67 % des Français se déclarent d'accord avec l'idée qu'*« il faudrait que la direction du pays soit confiée à des experts non élus qui réaliseraient des réformes nécessaires mais impopulaires »*. La même année, 40 % d'entre eux se disent d'accord avec l'idée qu'*« il faudrait que la direction du pays soit confiée à un pouvoir politique autoritaire, quitte à alléger les mécanismes de contrôle démocratique sur le gouvernement »*.

Des sondages réalisés en 2017 après l'élection présidentielle montrent un certain regain de confiance des Français envers leurs élus et envers les institutions, mais celui-ci est tout relatif.

Ce climat de défiance a de multiples causes. Certains évoquent « les affaires » (malversations et privilèges des élus). Mais d'autres explications sont bien plus profondes : une culture de l'affrontement politique et social qui bloque les réformes et sape la confiance dans l'avenir ; une adaptation du pays à la mondialisation libérale opérée tant par les gouvernements de droite que de gauche (c'est pas exemple la gauche qui libéralise la finance) qui limite le rôle des alternances et décourage l'électorat populaire ; une difficulté des élus à proposer une vision d'avenir convaincante dans un monde volatile et complexe, etc.

Face à tout cela la réponse par la « démocratie participative » apparaît comme sûrement très utile, mais pas à l'échelle des enjeux. Sur ce sujet le scepticisme domine : en 2014 les principaux reproches que les Français adressent aux débats publics sont d'abord le fait qu'ils *« ne servent à rien car la décision est déjà prise »*

#### Dossier 1/Fiche 6

Le divorce entre les citoyens et les hommes politiques

#### Dossier 5/Fiche 101

Fake news et théorie du complot : une défiance marquée vis-à-vis du « système » des médias

#### Dossier 2/Fiche 33

Le lien social et la solitude : où en sont les Français ?

#### Dossier 1/Fiche 6

Le divorce entre les citoyens et les hommes politiques

#### Dossier 1/Fiche 8

Le renouveau politique ne suffit pas, les Français veulent davantage de démocratie participative

(72%), ensuite qu'ils sont « *trop techniques, trop difficiles à comprendre* » (55%), puis que « *ce ne sont que des groupes de pression qui s'expriment* » (53%), également qu'ils « *sont trop discrets et qu'on n'en entend pas parler* » (45%), et enfin qu'ils « *font perdre du temps* » (18%).

## « L'Europe n'a pas profité à des gens comme moi »

**Le clivage droite-gauche, bien que toujours présent, est éclipsé par le débat sur la Nation, protectrice et souveraine, ou ouverte et inscrite dans l'Europe. La défiance envers les élites et envers l'État crée les conditions d'une légitimation de la violence.**

Contrairement à une idée de plus en plus répandue le clivage droite-gauche n'a pas disparu et il s'exprime toujours autour de sujets tels que la place de l'État, l'éducation ou l'économie. Par exemple, une enquête de 2017 dans laquelle les sympathisants de droite et de gauche devaient se positionner face à un certain nombre d'affirmations donne les résultats suivants.

Idées plutôt de gauche : « *il est normal que les couples homosexuels puissent adopter des enfants* » (70 % des sympathisants de gauche contre 40 % des sympathisants de droite sont d'accord avec cette idée) ; « *le gouvernement devrait prendre des mesures pour réduire les écarts de revenus* » (gauche 83 %, droite 58 %) ; « *si on veut préserver l'environnement pour les générations futures, on sera obligé de ralentir très sérieusement notre croissance économique* » (gauche 56 %, droite 41 %) ; « *l'école devrait former avant tout des gens à l'esprit éveillé et critique* » (gauche 60 %, droite 28 %).

Idées plutôt de droite : « *l'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort* » (droite 69 %, gauche 38 %) ; « *il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires* » (droite 63 %, gauche 27 %) ; « *les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment* » (droite 62 %, gauche 33 %) ; « *il faut que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté* » (droite 72 %, gauche 42 %) ; « *il y a trop d'immigrés en France* » (droite 69 %, gauche 35 %)

En revanche, d'autres clivages se sont affirmés au cours des dernières décennies. Les débats sur la Nation, l'Europe et la mondialisation en particulier ont émergé avec une grande brutalité.

### MA PATRIE, C'EST MON PAYS

L'unification européenne et la mondialisation ont peut-être moins conduit à effacer qu'à relancer l'idée de Nation. En 2008, 89 % des Français se déclarent fiers ou très fiers d'être Français, un chiffre comparable à ceux de la Belgique (88 %), l'Autriche (90 %) ou la Suisse (87 %), et intermédiaire entre l'Allemagne (75 %) et des pays comme l'Irlande (99 %), la Pologne (96 %) ou le Portugal (93 %).

L'Europe a toutefois pris une vraie place dans la façon dont les Français conçoivent leurs appartenances. En effet, si 31 % des Français déclarent en 2015 se sentir « *seulement français* » et 37 % « *plus français qu'européens* », 31 % tout de même indiquent se sentir « *autant européens que français* ».

Lorsque l'enquête élargit le questionnement aux échelons locaux et globaux, la place de l'Europe apparaît toutefois comme bien plus modeste : en 2015, 43 % des Français se sentent appartenir « *avant tout à la France* », 21 % « *avant tout à leur localité (commune, canton...)* », 18 % « *avant tout à leur région ou département* », 7 % « *avant tout à l'Europe* » et 10 % « *avant tout au monde entier* ».

Derrière ce jeu complexe des appartenances un débat a émergé qui oppose schématiquement les tenants d'une France ouverte au sein d'une Europe intégrée aux partisans d'une France à la souveraineté reconquise.

Ici une convergence semble s'opérer entre les partis dits populistes de droite et de gauche face aux partis de gouvernement : en 2014, 26 % seulement des sympathisants

**Dossier 2/** Fiche 39

Le positionnement sur l'axe droite-gauche disparaît-il ?

**Dossier 1/** Fiche 2

La fierté de sa nationalité en France et dans les pays de l'UE

**Dossier 1/** Fiche 1

Appartenir à la France ou à l'Europe ?

**Dossier 1/** Fiche 3

La France, l'ouverture et la mondialisation

du Front National et 37 % de ceux du Front de gauche pensent que « *la mondialisation est une opportunité pour la France* », contre 55 % de ceux du Modem, 50 % de ceux du parti Socialiste et 43 % de ceux de l'UMP.

La même année, 26 % seulement des ouvriers et 39 % des employés pensent que « *la mondialisation est une opportunité pour la France* », contre 68 % des cadres et 49 % des professions intermédiaires. En outre, 75 % des ouvriers et 68 % des employés considèrent que « *La France doit se protéger d'avantage* », contre 28 % seulement des cadres et 46 % des professions intermédiaires.

Les opinions sur la nation et sur l'Europe sont à l'évidence très influencées par les possibilités que les individus ont, ou non, de réussir professionnellement dans un monde ouvert.

Une enquête conduite en 2017 dans dix pays européens (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne et Royaume-Uni) révèle que les membres de l'élite (chefs d'entreprises, élus, journalistes, responsables associatifs et syndicaux, universitaires) ont davantage le sentiment d'avoir bénéficié de l'Europe que la population dans son ensemble. À la question « *Les gens comme moi ont bénéficié de l'appartenance à l'Union européenne* », 71 % des membres de l'élite répondent « *tout à fait ou plutôt d'accord* » contre seulement 33 % de la population d'ensemble, et 15 % seulement répondent « *pas du tout ou plutôt d'accord* » contre 39 % de la population d'ensemble.

L'élection présidentielle de 2017 en France, opposant au second tour un candidat européen convaincu (E. Macron) à une candidate souverainiste (M. Le Pen) confirme l'analyse : 19 % seulement des Français ayant un diplôme supérieur ou égal à bac +3 et ne s'étant pas abstenus au deuxième tour de l'élection présidentielle ont voté pour Marine Le Pen, contre 81 % pour Emmanuel Macron. À l'inverse, 45 % des Français ayant un diplôme inférieur au bac ont voté pour Marine Le Pen contre 55 % pour Emmanuel Macron.

## LES DISCOURS ANTI-ÉLITES ÉRODENT LA LÉGITIMITÉ DE L'ÉTAT

Un discours anti-élites s'installe dans une partie de la population qui dénonce une collusion entre pouvoir politique et pouvoir économique mondialisés ainsi que l'absence de véritables alternances (le fameux UMPS dénoncé par les partis d'extrême droite et d'extrême gauche). Il en résulte que la légitimité de l'État est elle-même de plus en plus fréquemment mise en cause, créant les conditions d'une légitimation de la violence.

En octobre 2015, 54 % des Français disent « *comprendre les violences à Air France (à l'encontre du DRH de la compagnie)* » mais ne pas les approuver, 8 % les approuvent et 38 % seulement les condamnent.

Ceux qui les condamnent sont moins souvent des employés (24 %) et des ouvriers (34 %) que des professions libérales et des cadres supérieurs (44 %), et moins souvent les sympathisants du Front de gauche (16 %) et les écologistes (18 %) que les sympathisants du Front National (34 %), du Parti socialiste (36 %) et surtout que les sympathisants de Les Républicains (66 %) et de l'UDI (78 %)

En 2017, 12 % des Français soutiennent « *l'occupation du terrain de Notre Dame des Landes contre le projet de construction du nouvel aéroport* », 28 % ont de la sympathie pour l'occupation, 19 % y sont opposés, 25 % y sont indifférents. Ceux qui soutiennent ou ont de la sympathie pour l'occupation sont les plus nombreux parmi les sympathisants de la gauche non socialiste (70 %), loin devant les sympathisants du Parti socialiste (43 %), du Front National (39 %), de Les Républicains (31 %) et de La République en Marche et du Modem (28 %).

### Dossier 1/ Fiche 4

La perception de l'Europe : l'appartenance à l'Europe a-t-elle été bénéfique pour vous ?

### Dossier 1/ Fiche 5

La géographie électorale, un décalque des inégalités créées par la mondialisation

### Dossier 1/ Fiche 12

La République et la tentation de la violence

En 2018, après que le gouvernement ait annoncé l'abandon du projet, puis sa volonté d'employer la force pour déloger les zadistes, 43 % des Français se disent plutôt ou tout à fait opposés à l'emploi de la force contre 56 % qui se disent très ou plutôt favorables.

## « Laissez-nous nos services publics de proximité ! »

**Les Français regardent les services publics comme un bien commun de la Nation. Comment moderniser ce qui semble sacré ? Jusqu'où et à quel coût les services publics peuvent-ils assumer leur mission de cohésion sociale et territoriale ?**

Tous les sondages le montrent : les services publics en France ne peuvent être appréhendés uniquement sous l'angle de leur capacité à satisfaire les besoins des usagers au meilleur rapport qualité/prix.

En France où le pouvoir politique a toujours cherché à marquer sa prééminence sur le pouvoir économique, les services publics sont vus comme un rempart face à la marchandisation. Dans un pays qui a forgé son unité par la constitution d'un État fort, les services publics incarnent en outre la solidarité et la cohésion nationale. Enfin, la Révolution Française a installé tôt l'idée que ce n'était pas aux sujets de servir l'État, mais à l'État de servir les citoyens, si bien que la notion de service public se trouve de fait liée au pacte républicain.

Il en résulte un sentiment de fierté des Français vis-à-vis de leurs services publics. En 2017, lorsqu'on leur demande de donner leur perception des services publics dans cinq pays européens (deux réponses possibles), cela donne le résultat suivant : l'idée selon laquelle c'est « *la France qui dispose du meilleur service public* » est citée par 67 % des Français, contre 50 % pour l'Allemagne, 22 % pour le Royaume Uni, 7 % et 6 % pour l'Italie et l'Espagne.

### LES SERVICES PUBLICS, C'EST LA FRANCE !

Et lorsque le pays est désemparé face à sa situation économique, c'est encore à leurs services publics que les Français se raccrochent : en 2017, la part des Français estimant que « *la situation du pays est meilleure que celle des autres pays européens* » n'est que de 11 % concernant « *la lutte contre le chômage* », 13 % concernant « *la croissance économique* », 19 % concernant « *la défense du pouvoir d'achat des ménages* » et 22 % concernant « *la lutte contre l'immigration clandestine* ». En revanche, les Français sont 59 % et 55 % à estimer que la situation de la France est meilleure concernant « *la qualité des services publics nationaux (santé, éducation...)* » et concernant « *la qualité des services publics locaux* ».

Autre signe d'attachement, en 2017, c'est-à-dire en plein ras le bol fiscal, 48 % des Français déclarent que si on leur en laissait le choix ils préféreraient « *améliorer les prestations fournies par les services publics quitte à augmenter le niveau des impôts et des prélèvements* » plutôt que « *diminuer les niveaux des impôts et des prélèvements quitte à réduire les prestations fournies par les services publics* » (51 %).

Toutefois les Français se montrent particulièrement pessimistes concernant l'avenir de leurs services publics : en 2017, quand 51 % des Allemands, 56 % des Espagnols et des Italiens et 64 % des Britanniques pensent qu'« *à l'avenir les services publics locaux dans leur pays vont se détériorer* », les Français, eux, sont 75 % à partager cette anticipation.

Ce pessimisme s'ancre dans la perception qu'un retrait des services publics sur certains territoires est déjà largement amorcé : en 2017, 45 % des personnes habitant des « *communes isolées hors influence des pôles* » ont le sentiment d'appartenir à un territoire « *délaissé par les pouvoirs publics* », ainsi que 44 % des habitants des « *moyennes et petites aires urbaines* » et 30 % des habitants des « *communes multipolarisées* ». À l'inverse, les habitants des « *communes appartenant à un grand pôle* » et des « *espaces péri-urbains* » ne sont que 25 % et 27 % à partager ce sentiment.

Dossier 2/ Fiche 20  
L'opinion des Français  
à l'égard de leurs services  
publics

Dossier 6/ Fiche 106  
Le sentiment de  
délaissement territorial  
est plus fort à l'extérieur  
des métropoles qu'en  
leur sein

Souvent déclassés économiquement et socialement, les territoires éloignés des grands centres urbains subiraient donc en outre une forme d'abandon de la puissance publique, provoquant un sentiment de délaissement et une montée des votes populistes.

Ainsi, lors des élections régionales de 2015 en Île de France, plus on s'éloignait de Paris et plus le niveau de vote en faveur du Front National (W. de Saint-Just) augmentait, quand le vote en faveur du Parti Socialiste (C. Bartelone) suivait une trajectoire inversée : le score moyen en faveur de W. de Saint-Just était de 14 % dans la zone 0-10 km autour de Paris, de 30 % dans la zone 30-40 km autour de Paris, de 39 % dans la zone 60-70 km autour de Paris, et de 41 % dans la zone éloignée de plus de 80 km de Paris.

Ce sentiment de déprise des services publics traditionnels intervient à un moment où de nouveaux enjeux doivent pouvoir être pris en compte par les pouvoirs publics.

### **À L'HEURE OÙ DE NOMBREUX FRANÇAIS SE SENTENT DÉLAISSÉS PAR LES SERVICES PUBLICS, CEUX-CI DOIVENT SE MOBILISER SUR DE NOUVEAUX DÉFIS**

Par exemple, les Français sont de plus en plus nombreux à se préoccuper de la protection de leurs données personnelles. 25 % seulement d'entre eux considèrent en 2017 que « *la confidentialité de leurs données personnelles est correctement assurée sur Internet* », et 90 % se disent préoccupés par la « *protection de leurs données personnelles* » (en hausse de 5 points par rapport à 2014)

Or, lorsque l'on demande aux Français de s'exprimer sur leur niveau de confiance vis-à-vis de différentes catégories d'acteurs concernant « *la protection de leurs données personnelles* », 12 % seulement indiquent faire tout à fait confiance à l'État et 7 % aux collectivités locales (comme les acteurs du e-commerce qui se situent à 7 % également). Les acteurs des réseaux sociaux se situent eux à 2 % et les moteurs de recherche 4 %, comme les opérateurs télécoms. Les banques, elles se situent au premier rang avec 16 %. À l'évidence, les Français doutent de la capacité des acteurs publics à sécuriser les données, à réguler les pratiques, à réprimer les abus ou à jouer un rôle de tiers de confiance autour de ces questions.

Dans un autre domaine, l'accompagnement des personnes âgées dépendantes dont on sait que le nombre va croître à l'avenir, les moyens semblent d'ores et déjà faire cruellement défaut ce qui entraîne des jugements sévères des Français vis-à-vis de l'offre de service qui leur est proposée : en 2017, 56 % des Français ont ainsi une mauvaise image des « *établissements d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes ou Ehpad* ».

Et quand ils se projettent dans la vieillesse, les Français sont 65 % à s'inquiéter de leur capacité à « *accéder à l'ensemble des services dont ils pourraient avoir besoin pour faire face à la dépendance* ». 89 % d'entre eux ont le sentiment que « *les actions et politiques publiques actuelles ne sont pas adaptées aux défis du grand âge et de la perte d'autonomie* », en particulier parce qu'« *elles laissent un reste à charge trop important pour les familles* » (pour 58 % des Français), mais aussi à cause du « *manque d'information au sujet des aides proposées* » (pour 18 % des Français), à cause de la complexité de celles-ci (14 %) et de leur difficulté d'accès (10 %).

Les défis liés à l'avenir des services publics sont donc considérables et le sujet est devenu un objet d'affrontement idéologique ; Par exemple, 76 % des sympathisants de la France insoumise et 73 % de ceux du Parti Socialiste, mais seulement 51 % de ceux de La République en Marche, 45 % de ceux de Les Républicains et 52 % de ceux du Front National adhèrent en 2017 à l'idée qu'« *il est nécessaire de garder des services publics de proximité sur l'ensemble du territoire national* ».

#### **Dossier 1/ Fiche 5**

La géographie électorale : un décalque des inégalités créées par la mondialisation

#### **Dossier 5/ Fiche 98**

Une aspiration croissante à la protection des données personnelles

#### **Dossier 2/ Fiche 36**

Les Français et la perte d'autonomie liée au vieillissement

#### **Dossier 6/ Fiche 107**

Les services publics de proximité : les Français entre attachement, crainte pour l'avenir et sentiment d'inégalité

Autrement dit, les services publics sont devenus un totem de la gauche (et de plus en plus également des partis souverainistes) mais tous les Français ne sont pas prêts à financer inconditionnellement leur maintien de partout dans une perspective de solidarité.

## C'EST QUOI LE SERVICE PUBLIC À L'HEURE DES PLATE-FORMES NUMÉRIQUES ET DES SERVICES COLLABORATIFS ?

Les Français attendent certes de leurs services publics qu'ils servent l'intérêt général, mais plus encore qu'ils soient efficaces. En 2015, les trois valeurs essentielles du service public municipal sont : « *l'efficacité* » pour 44 % d'entre eux, « *l'intérêt général* » pour 41 %, « *la compétence* » pour 34 %, « *la gratuité* » pour 26 %, « *la qualité* » pour 26 %, « *l'égalité* » pour 22 %, « la continuité du service public » pour 20 %, « *la solidarité* » pour 18 %, « la laïcité » pour 14 %, « *l'équité* » pour 14 %, « *l'exemplarité* » pour 13 %, « *le respect de la diversité des situations* » pour 10 %, « *la modernité* » pour 8 %, et « *l'adaptabilité* » pour 8 %.

Par ailleurs, s'ils ne cessent de réaffirmer leur attachement aux services publics, les Français se montrent ambivalents vis-à-vis des agents qui les mettent en œuvre. Ils sont certes 63 % en 2017 à indiquer avoir « *une bonne opinion des agents du secteur public* », mais parallèlement 71 % d'entre eux considèrent d'abord que les agents du service public sont « *privilegiés* », et seulement 42 % qu'ils sont « *dévoués* », « *soucieux de l'intérêt général* » et « *travailleurs* », 41 % qu'ils sont « *efficaces* », et 39 % qu'ils sont « *proches des préoccupations des gens* ».

Pendant que le débat sur l'avenir des services publics se déroule presque quotidiennement dans les médias, de nouvelles pratiques s'inventent en lien avec la culture numérique portée par la jeunesse : en 2017, 47 % des 25-34 ans ont déjà « *covoituré en tant que conducteur* », contre 30 % des Français dans leur ensemble ; 50 % des 25-34 ans ont déjà « *covoituré en tant que passager* » contre 29 % des Français dans leur ensemble ; 54 % des 25-34 ans ont déjà « *utilisé une plate-forme de location d'appartement (type Airbnb)* » contre 25 % des Français dans leur ensemble.

La puissance de disruption de ces nouvelles pratiques collaboratives qui brouillent les lignes entre le marchand et le non marchand permettra-t-elle de renouveler le débat français sur le rôle des services publics ? Les termes de ce débat sont d'une certaine façon résumés par la livraison 2017 du baromètre Odoxa des services publics : 64 % des Français ont « *une bonne ou une très bonne opinion du secteur public* » (les services publics = bien commun national), mais chez les ouvriers les opinions positives atteignent 70 % (besoin de protection de la France d'en bas) alors qu'elles ne sont que de 53 % parmi les cadres (France d'en haut moins dépendante de la solidarité nationale et plus exigeante sur le rapport qualité-prix) et de 55 % parmi les 18-24 ans (qui sont marqués par une culture plus individualiste et qui s'emparent des nouvelles offres collaboratives).

Dossier 5/ Fiche 93  
L'économie collaborative  
boostée par les jeunes et  
les CSP+

## « Les américains ne sont jamais allés sur la lune »

**Les Français les moins instruits adhèrent plus que les autres aux théories complotistes, s'intéressent peu à la politique, semblent moins réceptifs aux messages de prévention santé... L'idéal du « citoyen éclairé », une victime collatérale des déterminismes sociaux persistants ?**

Les personnes non diplômées ou faiblement diplômées expriment souvent des opinions plus conservatrices que le reste de la société sur les questions morales, marquant peut-être par là un besoin de règles ou de repères. Par exemple, 57 % des personnes disposant d'un diplôme inférieur au bac estiment qu'« *un couple homosexuel vivant avec ses enfants constitue une famille à part entière* », contre 73 % des diplômés du 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycle ; 37 % des Français non diplômés considèrent que « *les progrès de la médecine ne doivent pas se limiter à soigner les malades* » contre 75 % des diplômés du supérieur.

Sur le plan politique leur vote se porte plus fréquemment que le reste de la population sur les partis dits populistes, exprimant peut-être par là un intérêt objectif en tant que « *classe dominée* », mais aussi une capacité plus grande à se faire manipuler par des discours simplificateurs. Ainsi, au second tour de l'élection présidentielle, les électeurs de niveau bac +3 ou plus ont voté à 81 % pour Emmanuel Macron, contre 19 % pour Marine Le Pen, tandis que les électeurs ne possédant pas le bac ont voté à 55 % pour Emmanuel macron, contre 45 % pour Marine Le Pen.

En 2017, 56 % des Français titulaires d'un BEP ou un CAP croient à plus de deux théories du complot (genre « *les américains ne sont pas allés sur la lune* ») sur une liste de onze théories qui leur sont soumises, contre seulement 31 % des Français ayant un diplôme de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> cycle.

En 2017 également, la part des enfants passant plus de 3 heures par jour devant un écran est d'autant plus élevée que les parents ont un faible niveau d'étude : 25 % des enfants dont les parents ont un niveau bac +4, 45 % des enfants dont les parents ont un niveau bac, et 52 % des enfants dont les parents ont niveau brevet des collèges. La prévalence de l'obésité chez les enfants de 0 à 17 ans est également d'autant plus importante que les parents ont un faible niveau d'étude : 2 % des enfants dont les parents ont un niveau bac+4, 4 % des enfants dont les parents ont un niveau bac, et 6 % des enfants dont les parents ont niveau brevet des collèges.

### L'ÉCOLE À LA PEINE FACE AUX DÉTERMINISMES SOCIAUX

Si la démocratie est fondée sur l'idéal d'un citoyen éclairé et informé, les résultats précédents appellent forcément une réflexion sur la capacité de la Nation à fournir une instruction de qualité à tous, quelles que soient les conditions sociales de départ. Une enquête conduite par le CNRS auprès d'adolescents interrogés dans leurs collèges met en évidence l'importance des déterminismes sociaux auxquels l'école se trouve confrontée.

Premier déterminisme : le désir de poursuivre ses études est très lié aux origines sociales des adolescents. Par exemple en 2012, 63 % des garçons de milieu favorisé indiquent vouloir « *poursuivre des études dans le supérieur une fois finie l'école obligatoire* », contre 55 % des garçons des milieux intermédiaires et seulement 40 % de ceux appartenant à un milieu socialement défavorisé.

Deuxième déterminisme : l'intérêt pour la politique est lui aussi lié aux origines sociales. 14 % seulement des garçons de 15 ans appartenant à des catégories favorisées

**Dossier 5/ Fiche 84**  
Mariage pour tous, PMA, GPA : une adhésion majoritaire des Français, mais des clivages encore marqués

**Dossier 5/ Fiche 92**  
La tentation transhumaniste : jusqu'où les Français sont-ils prêts à aller dans l'usage de la technoscience dans la médecine ?

**Dossier 1/ Fiche 5**  
La géographie électorale : un décalque des inégalités créées par la mondialisation

**Dossier 5/ Fiche 101**  
Fake news et théorie du complot : une défiance marquée vis-à-vis du « système » des médias

**Dossier 5/ Fiche 87**  
Consommation alimentaire et santé : des pratiques alimentaires qui oscillent entre recherche de plaisir, santé et situations de risques alimentaires

**Dossier 2/ Fiche 28**  
Leur futur vu par les collégiens : les effets du milieu socio-économique

**Dossier 1/ Fiche 10**  
L'intérêt pour la politique chez les collégiens

déclarent « *ne jamais discuter politique* », contre 17 % de ceux appartenant à des catégories intermédiaires et 31 % de ceux appartenant à des catégories modestes.

L'enquête met aussi en évidence un déterminisme lié au quartier de résidence : 12 % des adolescents appartenant à un milieu social élevé et habitant en HLM considèrent que « *le vote ne sert à rien* », contre seulement 4 % de ceux qui n'habitent pas en HLM. À l'autre bout du spectre, 25 % des adolescents appartenant à un milieu social modeste et habitant en HLM considèrent que voter ne sert à rien contre seulement 14 % de ceux n'habitants pas en HLM.

En revanche, l'enquête montre que le sexe ne joue plus un rôle dans l'ambition scolaire et dans le fait de s'intéresser ou non à la politique. Quel que soit leur milieu social d'appartenance les filles sont plus nombreuses que les garçons à désirer faire des études après la fin de l'école obligatoire, et elles sont aussi nombreuses que les garçons à s'intéresser à la politique. Autrement dit, malgré la tentation dans certains groupes sociaux de maintenir ou de renouer avec les principes d'une société patriarcale cantonnant les femmes à un rôle au sein de l'espace domestique, ce modèle ancien semble globalement dépassé dans notre pays.

## « Les Français d'une autre origine que la mienne sont des citoyens comme les autres. Mais... »

Les principes républicains de gestion de l'altérité (liberté de croyance, refus des communautés, égalité de tous les citoyens devant la loi...) sont parfaitement intégrés, et même portés par les Français. Toutefois, lorsqu'ils s'expriment sur des questions faisant écho à ce qu'ils vivent personnellement, les Français manifestent un rapport à l'altérité qui n'est pas apaisé.

L'universalisme qui fonde les valeurs républicaines semble être de mieux en mieux intégré par les Français. En 2017, 30 % d'entre eux estiment par exemple que « *les races humaines n'existent pas* » alors qu'ils n'étaient encore que 15 % à le penser en 2003.

La mise au second plan des identités ethniques ou culturelles semble partagée y compris par les personnes issues de l'immigration : en 2010, parmi les personnes dont le père n'est pas né dans le pays de l'enquêté, 15 % seulement estiment « *appartenir à une minorité ethnique* » en France, comme en Espagne et en Suède, c'est à dire moins qu'au Portugal (18 %), en Suisse (19 %), en Belgique et en Finlande (20 %), en Allemagne (23 %) ou au Danemark (25 %), et beaucoup moins qu'en Norvège (29 %) et en Irlande (33 %), au Royaume Uni (37 %) ou aux Pays Bas (44 %).

Le CNDH propose un indice de tolérance à l'égard des minorités calculé par l'agrégation de 69 questions. Plus l'indice se rapproche de 100 plus la population exprime un haut niveau de tolérance à l'égard de la minorité concernée. Ici encore, la capacité des Français à dédramatiser ce qui se joue autour de la différence culturelle, ethnique ou religieuse semble remarquable : depuis 1990, l'indice de tolérance à l'égard des Noirs reste stable à un niveau très élevé (80 % en 1990, 78 % en 2017), et il augmente très fortement concernant les Juifs (63 % en 1990, 76 % en 2017), les Maghrébins (60 % en 1990, 71 % en 2017) et les Musulmans (44 % en 1990, 61 % en 2017).

### LA DIVERSITÉ DES CULTURES, UNE RICHESSE QUI REND LA VIE EN COMMUN PLUS DIFFICILE

Mais des enquêtes portant sur des questions plus précises apportent des résultats bien plus mitigés. En 2015, 55 % des Français considéraient que « *la diversité des cultures des origines est une richesse* » mais ils ne sont plus que 45 % à le penser en 2017 dans le contexte post-attentat. De la même façon, la part des Français considérant que « *la diversité des cultures des origines rend la vie en commun plus difficile* » passe de 44 % en 2015 à 52 % en 2017.

L'ambivalence des Français vis-à-vis de l'altérité se retrouve aussi dans le fait qu'en 2017 58 % des Français considèrent que « *les enfants d'immigrés sont des Français comme les autres* », mais que dans le même temps 54 % d'entre eux considèrent aussi qu'« *il y a trop d'immigrés en France* ».

Enfin, lorsque les questions posées mettent en jeu les situations individuelles, de fort clivages se font jour, en particulier l'islamophobie : en 2014, 8 % des Français indiquent qu'ils réagiraient mal si leur fille épousait « *un catholique* », 13 % si elle épousait « *un athée* », 29 % si elle épousait « *un juif* », 34 % si elle épousait « *un noir* », 43 % si elle épousait « *une personne du même sexe* », 47 % si elle épousait « *un homme d'origine maghrébine* », et 56 % si leur fille épousait « *un musulman* ».

Les Français musulmans, eux, témoignent d'abord d'une réticence vis-à-vis des athées et de l'homosexualité : les musulmans réagiraient mal à 23 % si leur fille

Dossier 4/ Fiche 65  
L'évolution des attitudes racistes par le CNDH

Dossier 1/ Fiche 13  
Les personnes d'origine étrangère se définissent-elles comme appartenant à une minorité ethnique ?

Dossier 4/ Fiche 65  
L'évolution des attitudes racistes par le CNDH

Dossier 3/ Fiche 64  
L'évolution des relations intercommunautaires ; l'intégration à l'épreuve des attentats

Dossier 2/ Fiche 40  
La perception de l'immigration en Europe et en France

Dossier 2/ Fiche 41  
Des mariages mixtes de plus en plus nombreux, dont l'acceptation varie beaucoup en fonction des origines et des croyances

épousait un noir, 37 % un catholique, 45 % un juif, 48 % un athée, et 74 % une personne du même sexe.

Enfin, 57 % des juifs prendraient mal le mariage de leur fille avec une personne du même sexe. Mais pour les juifs, la pire situation serait le mariage avec un musulman (77 % réagiraient mal).

Des tensions existent donc et semblent se renforcer. Néanmoins, les violences intercommunautaires ne présentent pas de tendance à l'augmentation depuis 2012. Des pics temporaires, notamment contre les musulmans, s'observent après les attentats, mais ils sont de courte durée et la situation revient à chaque fois à l'étiage d'origine.

## « Pourquoi je respecterais la France si elle ne me respecte pas ? »

**Les discriminations ethniques ou religieuses ressenties constituent un phénomène massif en France. Ces discriminations alimentent les ressentiments et créent un terreau propice à la violence.**

Les enquêtes indiquent que l'apparence ethnique constitue en France un des principaux motifs de discrimination déclarés par les personnes. Par exemple, en matière de recherche d'emploi ou de déroulement de la carrière, 34 % de la population active en 2016 déclare avoir été discriminée au cours des cinq dernières années. Cette moyenne cache de fortes disparités, les discriminations déclarées par les femmes (41 %), les personnes handicapées (49 %) et les personnes d'apparence arabe, noire ou asiatique (53 %) se situant à des niveaux particulièrement élevés.

Autre exemple : en 2008 l'enquête Teo révélait que 15 % des descendants d'immigrés pensaient « avoir été traités différemment des autres en matière d'orientation scolaire » contre seulement 5 % des personnes appartenant au groupe majoritaire.

Les contrôles d'identités par la police sont aussi régulièrement cités comme un domaine faisant l'objet de fortes pratiques discriminatoires. En 2016, 40 % des personnes noires (et 26 % des personnes d'apparence arabe) déclaraient avoir subi « un à cinq contrôles d'identité au cours des cinq dernières années », et 13 % des personnes noires (22 % des personnes d'apparence arabe) déclaraient avoir subi « plus de cinq contrôles ». Parallèlement, les personnes blanches de peau n'étaient que 15 % à déclarer avoir subi un à cinq contrôles au cours des cinq dernières années, et 2 % plus de cinq contrôles.

Une enquête conduite en 2008 par l'Agence Européenne pour les droits fondamentaux a mis en évidence une pratique bien plus discriminatoire des contrôles d'identité en France que dans d'autres pays. En France, les contrôles d'identités sont globalement très fréquents mais aussi très ciblés sur les minorités ethniques : 22 % des personnes blanches de peau déclaraient « avoir subi un contrôle depuis un an » contre 42 % des personnes issues du Maghreb et 38 % des personnes issues d'Afrique sub saharienne. En outre, dans notre pays, la part des contrôles « donnant lieu à une fouille du véhicule » est nettement plus élevée auprès des personnes appartenant à des minorités ethniques (Afrique du Nord 38 %, Afrique sub saharienne 46 %) qu'auprès de celles appartenant au groupe majoritaire (21 %). Cela signifie qu'en France les contrôles d'identité auprès des personnes appartenant à des minorités ethniques sont moins exercés pour constater une infraction que pour « chercher autre chose ». D'ailleurs, les contrôles d'identité en France au sein des groupes minoritaires ne donnent lieu à une verbalisation que dans 8 à 9 % des cas, contre 18 % des contrôles effectués au sein du groupe majoritaire.

Cette approche discriminatoire semble en outre être d'un faible rendement puisque les personnes contrôlées originaires d'Afrique du Nord et d'Afrique sub saharienne sont dans très peu de cas emmenées au poste (3 % et 7 %). Cela signifie que les contrôles ne permettent que peu fréquemment de débusquer une affaire.

### LA PROMESSE RÉPUBLICAINE MISE RUDE ÉPREUVE

Ces discriminations ressenties ont un impact négatif sans doute considérable sur la capacité d'intégration des populations immigrées au sein de la société française.

L'enquête Polis conduite en 2012 par le CNRS auprès d'adolescents des agglomérations lyonnaise et grenobloise montre par exemple que l'attachement à l'école est bien

#### Dossier 1/ Fiche 2

Le sentiment de discrimination, en particulier dans le champ professionnel

#### Dossier 4/ Fiche 80

Les contrôles d'identité : une mesure du ciblage ethnique

#### Dossier 4/ Fiche 81

Un usage à l'efficacité douteuse des contrôles d'identité. La France comparée à d'autres pays d'Europe

plus faible parmi les adolescents qui se sentent discriminés que parmi les autres : les adolescents qui se sentent « *tout à fait discriminés* » sont 32 % à ne « *pas se sentir bien* » à l'école (contre 14 % de ceux qui ne se sentent « *pas du tout discriminés* »), 47 % à « *ne pas faire confiance* » à l'école (contre 20 % des autres) et 37 % à ne « *pas s'intéresser aux cours* » (contre 19 % des autres). Cela signifie que l'école n'est pas en situation de faire adhérer les adolescents aux valeurs de la République lorsque ceux-ci se sentent discriminés.

La même enquête montre que les adolescents musulmans et/ou habitant des quartiers marqués par les incivilités (deux facteurs forts de discrimination) témoignent d'un rapport à la police profondément dégradé.

Ainsi, les adolescents sans religion habitant un quartier paisible ne sont que 6 % à ne pas être d'accord avec l'idée qu'« *il faut obéir à la police dans tous les cas* » contre 15 % de ceux habitant un quartier marqué par les incivilités, et ils sont 65 % à considérer que « *jeter des pierres sur la Police ne peut jamais se justifier* » contre seulement 46 % de ceux habitant un quartier marqué par les incivilités.

De la même façon, 43 % des adolescents musulmans très pratiquants habitant un quartier marqué par les incivilités ne sont pas du tout d'accord avec l'idée qu'« *il faut obéir à la police dans tous les cas* », contre seulement 21 % de ceux habitant dans un quartier paisible. Etc.

## POURQUOI LA VIOLENCE TERRORISTE TROUVE-T-ELLE DE L'ÉCHO EN FRANCE ?

Ces constats peuvent être reliés à d'autres enquêtes qui révèlent l'attraction d'une fraction des musulmans de France pour des groupes qui sont en lutte contre l'Occident, ses intérêts et ses valeurs.

En février 2015, en France, à propos « *des Français qui partent en Syrie pour se battre aux côtés de l'État islamique* », 77 % des Musulmans déclarent ne pas comprendre pourquoi ils le font et être opposés à leur démarche, mais 13 % déclarent « *comprendre pourquoi ils le font mais être opposé à leur démarche* » et 10 % « *déclarent ne pas y être opposés et considèrent que c'est leur choix* ». Dix ans plus tôt (2006), une autre enquête révélait que 16 % des musulmans en France considéraient que « *les attaques suicides pour protéger l'islam peuvent souvent se justifier* » et 19 % que ces attaques peuvent « *parfois* » se justifier.

Les enquêtes internationales montrent par ailleurs une adhésion à la violence souvent plus forte au sein de la population française que chez les peuples voisins : en juillet 2014, en France 3 % de la population dans son ensemble indique avoir une opinion très favorable, et 13 % une opinion plutôt favorable de « *l'État Islamique (EI en Irak et au Levant)* ». Dans la même enquête, les opinions très favorables et plutôt favorables ne représentent respectivement que 2 et 3 % de la population en Grande-Bretagne, et seulement 2 % globalement en Allemagne.

En France, de façon très nette et contrairement à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne, les plus jeunes étaient en 2014 les plus favorables à l'EI : 27 % des 18-24 ans, 22 % des 25-34 ans et 20 % des 35-44 ans.

### Dossier 4/ Fiche 76

Les adolescents, la discrimination perçue et son effet sur l'attachement à l'école

### Dossier 3/ Fiche 56

Les adolescents et la police : entre quartier et religion

### Dossier 4/ Fiche 70

Opinions sur l'État islamique (DAECH) après les attentats

### Dossier 4/ Fiche 74

Quelle image de l'État islamique dans l'opinion des Européens ?

## « Mon tiercé : plus de justice, plus de liberté, plus de solidarités choisies »

Les Français plébiscitent de plus en plus la justice, la liberté et le travail. Ils critiquent la solidarité redistributive gérée par les institutions et semblent se recentrer sur les solidarités choisies. Ils mettent en cause le fonctionnement de la sphère publique, tant dans sa mission d'assurer les solidarités que dans celle d'accompagner les initiatives.

Au palmarès des valeurs plébiscitées par les Français la justice, l'honnêteté, la sécurité et dans une moindre mesure la liberté ont réalisé une véritable percée ces dernières années, « la justice » passant de 19 % de citations en 2009 à 32 % en 2013, « l'honnêteté » passant de 24 % à 33 %, « la sécurité » de 12 % à 22 % et « la liberté » de 27 % à 29 %. Durant cette période « la famille » est restée stable à un très haut niveau (42 % de citations), ainsi que « le travail » (25 %) et « la tolérance » (21 %).

Parmi les valeurs en baisse, « la solidarité » est celle qui enregistre le plus gros décrochage (de 28 % à 20 %), avec « la démocratie » (de 17 % à 13 %) et « l'environnement » (de 17 % à 12 %).

Ainsi, les valeurs exprimant la confiance dans le collectif (la solidarité, la démocratie) et le souci du bien commun (l'environnement) décrochent, au profit de valeurs davantage centrées sur l'individu : la justice, l'honnêteté, la liberté, la famille, le travail.

Concernant la valeur solidarité, différents indicateurs témoignent de la montée d'un scepticisme vis-à-vis du principe redistributif : la part des Français considérant que « les prestations familiales destinées à aider les familles sont globalement suffisantes » passe de 30 % et 40 % dans les années 1980 – 1990 à 66 % en 2016 ; la part des Français qui pensent que « les pouvoirs publics n'en font pas assez pour les plus démunis » passe de 73 % en 1995 à 46 % en 2015 ; en 2015, 49 % des Français pensent que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le souhaitaient vraiment ».

### OUI AUX SOLIDARITÉS CHOISIES

Ces résultats sont cohérents avec le fait que, lorsqu'on demande aux Français quelles évocations de la solidarité sont les plus importantes à leurs yeux, la place des opérateurs publics ou associatifs apparaît en fort recul : la protection sociale (retraite, assurance maladie, allocations familiales) est citée par 32 % des Français en 2013 contre 40 % en 2004, les aides sociales sont citées par 13 % en 2013 contre 19 % en 2004, et les associations humanitaires et caritatives sont citées par 21 % des Français en 2013 contre 27 % en 2004.

En revanche, les Français plébiscitent de plus en plus les solidarités choisies, en particulier l'entraide (61 % de citations en 2013 contre 43 % en 2004) et la générosité (30 % en 2013 contre 23 % en 2004), et ils placent la famille au cœur du système de solidarité : en 2017, 89 % des Français sont d'accord avec l'idée que « la famille est le principal amortisseur social (c'est-à-dire que c'est là que s'exerce la solidarité et l'entraide) ».

Comment interpréter ces évolutions ? Assistons-nous à une diminution du désir de solidarité ou plutôt au rejet d'une solidarité institutionnalisée jugée inefficace voire injuste ? À l'évidence les Français doutent de l'équité du système actuel.

Un point de crispation majeur concerne le trop faible « différentiel de revenu entre les salariés payés au SMIC et les aides sociales accordées aux inactifs ». Il s'agit

[Dossier 2/ Fiche 32](#)

La solidarité, une valeur en déclin et en quête de nouvelles formes

[Dossier 2/ Fiche 38](#)

La perception de la protection sociale : est-elle bien ciblée ?

[Dossier 2/ Fiche 32](#)

La solidarité, une valeur en déclin et en quête de nouvelles formes

[Dossier 2/ Fiche 38](#)

La perception de la protection sociale : est-elle bien ciblée ?

d'une injustice très importante pour 50% des Français en 2016, devant les injustices concernant « l'accès à l'emploi », « l'accès aux soins » ou « la situation des personnes handicapées ».

Une enquête conduite en 2010 par Pôle Emploi auprès de ses usagers confirme l'existence de calculs coût – bénéfice de la part des demandeurs d'emploi : 39% des demandeurs d'emploi indiquent ne pas donner suite à des opportunités d'emploi situées loin de leur domicile dont « les frais liés à un entretien ou à un éventuel déménagement » apparaissent comme trop importants ; 28% indiquent que face à certaines offres d'emploi, accepter leur ferait « sûrement perdre de l'argent, entre le salaire et les frais qu'il faudrait engager » ; 15% indiquent que s'ils trouvaient un emploi ils auraient « des difficultés financières pour faire garder leurs enfants ».

**Dossier 2/ Fiche 26**  
Les freins à l'emploi

## **LIBÉRONS LES ÉNERGIES ET L'INITIATIVE !**

Les Français réclament donc de la justice, mais aussi de la liberté ; en particulier la liberté d'entreprendre : en 2016, 37% des Français déclarent avoir envie de créer leur entreprise ; les femmes (37%) autant que les hommes ; les 18-34 ans (55,5%) davantage que les 35-49 ans (43%), et beaucoup plus que les 50 ans et plus (23%).

Mais là encore les lourdeurs du système français sont montrées du doigt.

En 2015, 33% des Français considèrent que l'entrepreneuriat est avant tout « beaucoup trop compliqué dans un pays comme la France » ; 24% le regardent avant tout comme « une vie de contrainte et de risques » ; 23% voient en lui avant tout « la meilleure façon de s'accomplir professionnellement » et 15% avant tout « la liberté de faire ce que l'on veut quand on veut » ; 5% enfin considèrent l'entrepreneuriat avant tout comme « un moyen de gagner sa vie ».

Trop compliqué l'entrepreneuriat ? En France, en 2015, les entrepreneurs déclarent passer chaque semaine en moyenne 5 heures et 5 minutes à des tâches administratives, contre 4 heures et 10 minutes en Espagne, 3 heures et 46 minutes en Allemagne, 2 heures et 49 minutes aux Pays-Bas, 2 heures et 26 minutes aux États-Unis, et 2 heures et 24 minutes au Royaume Uni.

Plus globalement en 2015, 13% seulement des entrepreneurs considèrent en France que « les politiques menées par leur gouvernement soutiennent les entrepreneurs », contre 14% en Espagne, 22% aux Pays-Bas, 32% en Allemagne, 37% aux États-Unis et 45% au Royaume Uni.

**Dossier 5/ Fiche 95**  
Que pensent les entrepreneurs ?

# SOCIÉTÉ

## « La PMA pour les couples homosexuels ? Pourquoi pas »

**La société française est de plus en plus libérale et permissive sur le plan des valeurs morales. Mais des sujets comme la famille, la fin de vie ou la peine de mort sont très clivants sur le plan politique et religieux.**

La société française adhère de plus en plus à une vision ouverte des modèles familiaux. Par exemple, dans les familles recomposées de nombreuses personnes aident financièrement les enfants de leurs conjoints : en 2016, 62 % des Français ayant des beaux-enfants déclarent les aider financièrement, 13 % indiquent même le faire tous les mois ou presque.

L'idée de familles homosexuelles a aussi fait son chemin : 68 % des Français en 2014, contre seulement 51 % en 1995 pensent que « *les couples homosexuels hommes ou femmes devraient avoir le droit en France de se marier* » ; 53 % des Français en 2014 contre seulement 39 % en 1995 pensent que « *les couples homosexuels devraient avoir le droit d'adopter, en tant que couple homosexuel, des enfants* ».

Les Français acceptent aussi de plus en plus les nouveaux moyens de procréation, même quand ceux-ci s'adressent aux couples homosexuels : 64 % des Français en 2017, contre seulement 51 % en 2004 se disent favorables à ce que « *les couples de femmes homosexuelles désirant un enfant puissent avoir recours à l'insémination artificielle (PMA)* » ; 48 % des Français en 2017, contre seulement 41 % en 2014 se disent favorables à « *la gestation pour autrui (GPA) pour les couples homosexuels* ».

### À CHACUN SON MODÈLE FAMILIAL, À CHACUN SA SEXUALITÉ ?

Parallèlement, la pudeur semble faire un retour marqué sur l'espace public. Alors qu'en 1984, 43 % des Françaises âgées de 18 à 49 ans déclaraient « *s'être déjà mises seins nus sur une plage* » elles ne sont plus que 28 % en 2009 et 22 % en 2017.

Mais dans l'espace intime les choses sont bien différentes. La « *culture porn* » gagne rapidement du terrain à la faveur d'Internet. En 2017, 52 % des 15-17 ans (63 % des garçons et 37 % des filles) déclarent avoir déjà vu une vidéo pornographique, dont 18 % dans les trois derniers mois. Et parmi eux, 73 % des garçons au collège pensent que ces vidéos ont participé à leur apprentissage de la sexualité.

En 2014, 45 % des femmes de 18 à 24 ans contre seulement 11 % des femmes de 35 à 49 ans pratiquent l'épilation intégrale directement inspirée de la « *culture porn* ». Les femmes qui pratiquent cette forme d'épilation répondent d'ailleurs « *oui* » à 96 % à la question qui porte sur la consultation de sites pornographiques. En 2014 également, 47 % des personnes ayant déjà visionné un film pornographique indiquent avoir tenté de « *reproduire des positions ou des scènes* », contre 40 % en 2009.

Si les Français se montrent de plus en plus libéraux dans leurs valeurs morales, ils sont aussi de plus en plus permissifs. La permissivité désigne le fait d'accepter les choix d'autrui même quand on ne les partage pas. C'est ainsi par exemple que la part des Français « *plutôt favorables à la dépénalisation des drogues douces comme le cannabis* » a pu passer de 26 % en 1996 à 43 % en 2017.

Cette libéralisation massive de la morale au sein de la société française masque toutefois des différences selon l'âge et selon le sexe plus ou moins significatives en fonction des sujets, mais surtout de véritables clivages en fonction des appartenances politiques et des convictions religieuses.

Les partis politiques de droite se montrent nettement moins libéraux moralement que ceux de gauche. Par exemple, en 2016, les sympathisants du parti socialiste

**Dossier 2/ Fiche 31**

Si la perception de la famille évolue, elle reste plus que jamais perçue sous l'angle de la solidarité

**Dossier 5/ Fiche 84**

Mariage pour tous, PMA, GPA, une adhésion majoritaire des Français mais des clivages encore marqués

**Dossier 5/ Fiche 86**

Perception du corps, sexualité et influence de la « culture porn »

**Dossier 5/ Fiche 85**

Légaliser le cannabis ?

**Dossier 2/ Fiche 39**

Le positionnement sur l'axe droite-gauche disparaît-il ?

considèrent à 74 % qu'« *un couple d'homosexuels vivant avec ses enfants constitue une famille à part entière* », contre seulement 44 % des sympathisants de Debout la France (Les républicains 53 %, Front National 54 %). Autre exemple : en 2017, 27 % des électeurs de gauche considèrent qu'« *il faudrait rétablir la peine de mort* » contre 47 % des électeurs de droite.

Côté pratiques religieuses, et ce, assez systématiquement, les personnes athées se montrent plus libérales que les personnes croyantes, les catholiques se montrent plus libéraux que les musulmans, et les croyants à faible religiosité se montrent plus libéraux que ceux à forte religiosité, quelle que soit la religion. Ainsi en 2012, 41 % des musulmans se déclarent favorables à la « *légalisation de l'euthanasie* », contre 71 % pour les protestants, 86 % pour les catholiques et 94 % pour les sans religion. À noter, les catholiques pratiquants ne sont que 59 % à adhérer à l'euthanasie, ce qui les place en position intermédiaire entre les musulmans et le reste de la société.

[Dossier 3/ Fiche 58](#)  
Les religions unies ?  
Les cas du mariage pour tous et de l'euthanasie

## « Les animaux sauvages devraient être interdits dans les cirques »

Les Français veulent retrouver une relation apaisée à la nature, mais ils ne stigmatisent pas le progrès technologique quand celui-ci les aide à mieux vivre. Ils se montrent particulièrement technophiles lorsqu'il s'agit de leur santé, mais aussi de l'augmentation de leurs capacités physiques.

On parle de crise du progrès et l'on dit les Français pessimistes face à l'avenir, mais ceux-ci n'en entretiennent pas moins une relation forte avec la science : en 2013, 74 % des Français considèrent que *« l'influence générale des sciences et technologies sur la société française est positive »* ; 58 % d'entre eux contre seulement 47 % en moyenne dans le reste de l'Europe indiquent avoir *« étudié les sciences ou technologies à l'école, à l'Université ou ailleurs »* ; et 62 % se disent *« intéressés par le développement des sciences et des technologies »* contre seulement 53 % dans le reste de l'Europe.

Les enquêtes européennes font ressortir également l'esprit rationnel français : 25 % seulement des Français considèrent que *« l'on s'en remet trop à la science et pas assez à la foi »* contre 39 % des habitants d'un pays comme l'Allemagne.

Les Français ont déjà largement intégré les mutations en cours de la médecine et une majorité d'entre eux y adhèrent : en 2014, 58 % considèrent que *« les progrès de la médecine ne doivent pas se limiter à soigner les maladies, mais doivent aussi aider à améliorer les capacités d'une personne en bonne santé »*.

### GREFFER DES BRAS ROBOTISÉS ? POURQUOI PAS !

Les opinions varient toutefois beaucoup selon que les améliorations touchent au corps ou au cerveau, concernent les personnes âgées ou les enfants, visent à soutenir l'autonomie des personnes ou à les contrôler. Ainsi, 60 % des français se disent d'accord avec l'idée que *« pourraient être greffés des bras robotisés sur des corps d'homme »*, mais seulement 14 % adhèrent à l'idée que *« pourraient être greffés des composants électroniques sur le cerveau pour améliorer ses performances »* ; 91 % voient plutôt des avantages aux *« systèmes de géolocalisation (par un boîtier, un téléphone mobile, etc.) des personnes âgées désorientées ou atteintes de la maladie d'Alzheimer »*, mais seulement 37 % seraient favorables *« s'ils avaient des adolescents, à la possibilité de pouvoir les géolocaliser à tout moment à l'aide de leur téléphone mobile ou d'une puce numérique miniature fixée sur un vêtement »*.

Par ailleurs les opinions varient grandement pour une même idée selon que celle-ci est formulée au niveau du principe général ou au niveau de son application concrète. Ainsi, toujours en 2014, seulement 29 % des Français se déclarent opposés à l'idée d'un *« recours plus systématique aux données personnelles (habitudes alimentaires, sportives, données médicales...) dans le système de santé afin d'améliorer la prévention et la détection des maladies »*, mais 76 % indiquent dans le même temps qu'ils ne seraient pas prêts à *« installer un capteur microscopique sous leur peau qui surveillerait en permanence leur état de santé et communiquerait en temps réel des informations à un centre médical afin d'être mieux soigné en cas de maladie »*.

Au final, dans la continuité peut-être de la tradition des Lumières, les Français se montrent toujours ouverts au progrès technologique. Toutefois il n'est pas ou plus possible de parler d'une foi aveugle dans le progrès, car désormais la préoccupation majeure pour l'environnement a fait naître un lourd questionnement sur le sens et les conditions de la modernité.

### Dossier 5/ Fiche 92

La tentation transhumaniste : jusqu'où les Français sont-ils prêts à aller dans l'usage de la technoscience dans la médecine ?

En période de chômage, l'environnement passe il est vrai systématiquement au second plan des préoccupations des Français. La « *dégradation de l'environnement* » et « *le chômage* » constituaient une des deux préoccupations principales pour respectivement 25 % et 23 % des Français en 2008. Mais en 2015 la dégradation de l'environnement ne récolte plus que 14 % des suffrages contre 48 % pour le chômage. La crise de 2008 est passée par là.

La préoccupation environnementale existe pourtant bel et bien. Elle se manifeste par exemple par la montée des peurs alimentaires : entre 2009 et 2016, la part des Français exprimant « *une inquiétude à l'égard des produits qu'ils consomment* » est passée de 40 % à 80 % pour les fruits, 42 % à 78 % pour les légumes, 49 % à 83 % pour les viandes, et 53 % à 83 % pour les produits transformés par l'industrie.

## **RESPECTONS L'ENVIRONNEMENT POUR LES SERVICES QU'IL NOUS REND, MAIS AUSSI POUR LUI-MÊME**

Elle se manifeste aussi par une transformation profonde du rapport à l'animal : en 2017, les Français sont par exemple favorables à 86 % à « *l'interdiction de l'élevage intensif (élevage qui vise à augmenter la productivité par exemple en raccourcissant la phase de croissance ou en utilisant des espaces réduits)* ».

L'évolution des opinions dans le temps est sans appel : 74 % des Français sont favorables en 2017 à « *l'interdiction des corridas en France* » contre seulement 50 % en 2007 ; 58 % des Français sont favorables en 2017 à « *l'interdiction du gavage des oies pour la production du foie gras* », contre 51 % en 2015 ; etc.

Le mouvement est porté par les jeunes générations : en 2017, 48 % des 18-34 ans, mais seulement 26 % des 65 ans et plus sont favorables à « *l'interdiction des animaux sauvages dans les cirques* » ; parmi les jeunes de 25 à 34 ans qui envisagent de réduire leur consommation de viande, 54 % seraient prêts à le faire « *pour le respect des animaux* », 49 % « *pour la préservation de l'environnement* », 43 % « *pour des raisons de santé* », 21 % « *en raison de scandales alimentaires* ».

Ainsi, les animaux ne doivent pas seulement être respectés pour des motifs de santé humaine par exemple, mais aussi et d'abord pour eux-mêmes. C'est un changement de perspective considérable confirmé par d'autres résultats d'enquêtes : en 2016, concernant l'achat et la consommation de viande, les quatre premiers facteurs d'inquiétude pour les Français sont « *le bien-être animal* » (40 %), « *l'hygiène et la fraîcheur* » (40 %), « *l'alimentation animale* » (21 %), et « *l'origine géographique* » (21 %).

L'achat d'aliments bio est un domaine privilégié dans lequel il est possible de mettre en pratique l'aspiration à construire un nouvel équilibre avec l'environnement : la part des Français indiquant ne jamais acheter d'« *aliments bio* » a fortement régressé depuis quinze ans, passant de 44 % en 2000 à seulement 12 % en 2017.

Par ailleurs, 51 % des Français indiquent en 2016 privilégier toujours ou souvent dans leurs actes d'achat « *les produits respectueux de l'environnement et / ou des principes du développement durable* » contre seulement 37 % en 2007.

La transformation en cours est de nature profondément culturelle. Les Français qui ne consomment pas d'aliments bio ne sont pas seulement des personnes modestes empêchées par les surcoûts. En 2017, 28 % des Français répondent en effet par la négative à la question suivante : « *Pour un budget alimentaire équivalent à ce que vous dépensez actuellement, seriez-vous prêt à modifier votre alimentation avec davantage de produits bio et moins de produits les plus coûteux et dont la production a un fort impact environnemental (viande, produits laitiers, etc.) ?* ». Ceux qui répondent

### **Dossier 5/ Fiche 89**

Une adhésion croissante aux enjeux de protection de l'environnement et du changement climatique

### **Dossier 5/ Fiche 87**

Consommation alimentaire et santé : des pratiques et des perceptions qui oscillent entre recherche de plaisir, santé et situation de risques alimentaires

### **Dossier 5/ Fiche 91**

Une sensibilité croissante à la condition animale

### **Dossier 5/ Fiche 90**

L'engouement plus ou moins partagé pour la consommation responsable : le cas de l'agriculture biologique

sont souvent des hommes (hommes 33 %, femmes 23 %), des personnes âgées (65 ans et plus 36 %, moins de 35 ans 27 %), des personnes faiblement diplômées (diplôme inférieur au bac 31 %, diplôme de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> cycle 26 %) et des sympathisants de droite (Les Républicains 32 %, Front National 38 %, La République en marche 24 %, Europe Écologie Les verts 4 %, Parti Socialiste 20 %, La France Insoumise 22 %

## « Ta religion n'a pas à envahir l'espace public ! »

La France, qui devient un des pays les plus irrégieux du monde, connaît en même temps un « retour du religieux ». On assiste dans tous les cultes à une montée de la religiosité et à la recherche d'une plus grande visibilité sur l'espace public. Face à des Catholiques âgés et de moins en moins nombreux, l'islam apparaît comme un groupe dynamique et très visible socialement (voile, consommation halal). Dans le même temps, un nombre croissant de Français adhère à une laïcité de cantonnement visant à circonscrire les croyances à l'espace intime.

La France est un pays particulièrement peu religieux. Une enquête internationale conduite régulièrement entre 2005 et 2012 indique qu'en 2012, 29 % des Français se déclarent « *athées convaincus* », que 34 % se définissent comme des personnes « *non religieuses* » et 37 % comme des personnes « *religieuses* ».

Parmi les 57 pays couverts par l'enquête seuls trois affichent une plus grande part d'habitants athées convaincus : la République Tchèque (30 %), le Japon (31 %) et la Chine (47 %). En Europe, la situation de la France apparaît comme véritablement singulière. L'Allemagne et les Pays-Bas n'affichent que 15 % d'athées convaincus, l'Autriche et l'Irlande 10 %, l'Espagne 9 %, l'Italie et la Suède 8 %, la Pologne 5 %, la Roumanie 1 %.

En France le pourcentage des personnes se définissant comme religieuses connaît depuis 2005 un déclin de 21 % bien plus rapide qu'ailleurs. Parmi les pays enquêtés, seuls l'Irlande (- 22 %) et le Vietnam (-23 %) connaissent un déclin un peu plus rapide.

Ce déclin est d'abord celui de la religion catholique, largement majoritaire historiquement : 81 % des Français se déclaraient catholiques en 1952 et 27 % indiquaient aller à la messe. En 2006, dernière année de réalisation de l'enquête, ces pourcentages étaient tombés à 65 % et 4,5 %.

De moins en moins nombreux, les catholiques pratiquants sont aussi plus âgés que la moyenne de la population française. En 2010, 16 % des catholiques pratiquants ont moins de 35 ans (contre 30 % de l'ensemble des Français), et 43 % ont 65 ans ou plus (contre 21 % des Français).

À l'inverse, nous assistons à une augmentation du nombre de Français musulmans. Selon les sources, ceux-ci représentent aujourd'hui entre 5,5 % et 8 % de la population totale, et ils forment un groupe jeune et dynamique. Une enquête menée en 2015 par le CNRS auprès des adolescents des Bouches du Rhône révèle que 38 % des adolescents se définissent comme « *sans religion* », 30 % comme Catholiques, 25 % comme Musulmans, 1,7 % comme Protestants, et 1,6 % comme Juifs. Une autre enquête menée en 2011 indique que seulement 3 % des Français d'origine musulmane se déclarent « *sans religion* ». Et d'autres enquêtes encore témoignent d'une montée de la pratique : 70 % des musulmans indiquent observer le jeûne du Ramadan en 2007 alors qu'ils n'étaient que 60 % en 1994 ; 23 % des musulmans (jeunes 20 %) indiquent aller à la mosquée le vendredi en 2007 contre seulement 16 % en 1994 (jeunes 13 %).

### QUELLE VISIBILITÉ DU RELIGIEUX DANS UN PAYS OÙ PROSPÈRENT LES HÂTÉS CONVAINCUS ?

Ainsi, nous assistons simultanément à un phénomène de marginalisation de la pratique religieuse au sein de la population d'ensemble et à une modification du poids relatif des deux premières religions du pays. En parallèle, de nombreux signes témoignent d'une volonté croissante des cultes d'affirmer leur place dans l'espace public : prises de position parfois virulentes dans les débats sur les questions

Dossier 3/ Fiche 43  
La France, un des pays du monde les plus indifférents à Dieu

Dossier 3/ Fiche 46  
L'évolution du rapport à la religion des catholiques et ses effets sociaux

Dossier 3/ Fiche 48  
L'évolution du rapport à la religion des musulmans et ses effets sociaux

Dossier 3/ Fiche 46  
L'évolution du rapport à la religion des catholiques et ses effets sociaux

morales et éthiques, montée des fondamentalismes, mobilisation du levier religieux pour cimenter des identités de groupes. Ici, l'on pense forcément à l'islam avec le développement de la pratique du voile ou celui de la consommation halal. Mais la préoccupation existe aussi chez les Catholiques pratiquants. En 2007, 59 % d'entre eux considéraient que *« les Catholiques ne sont pas assez visibles et ne font pas assez parler d'eux »*.

Parallèlement, les Français semblent de plus en plus opter pour une laïcité de cantonnement du religieux à la sphère privée. Ainsi, la part des Français qui pensent que *« ce serait une bonne chose d'interdire le port de signes religieux ostensibles dans les entreprises privées pour les salariés »* passe de 49 % en 2005 à 76 % en 2015 ; la part de ceux qui pensent que *« ce serait une bonne chose d'interdire le port de signes religieux ostensibles pour les usagers accédant au service publics »* passe de 46 % en 2005 à 75 % en 2015. L'idée *« d'autoriser le financement public de la formation des "ministres du culte" (prêtres, rabbins, imams, pasteurs, etc.) »* qui recueillait 36 % d'opinions favorables en 2005 n'en recueille plus que 31 % en 2015 ; celle de *« permettre aux pratiquants de l'islam, du judaïsme ou d'autres religions de choisir d'autres jours fériés à connotation religieuse que ceux du calendrier actuel »* est passée de 30 % d'opinions favorables en 2005 à 24 % en 2015 ; et celle d'*« autoriser le financement public de la construction des lieux de cultes (églises, mosquées, synagogues, temples, etc.) »* s'est effondrée de 39 % à 23 % entre les deux dates.

Dossier 3/ Fiche 53  
Les sens de la laïcité  
et la proximité partisane

## « La religion est très importante pour moi »

**Les musulmans se distinguent du reste de la population française par un rapport très peu libéral aux valeurs morales et par une conception et une pratique souvent fondamentaliste de la religion. Le décalage entre Français musulmans et non musulmans s'exprime de façon particulièrement forte chez les adolescents et chez les jeunes. Tout cela alimente la crainte d'un séparatisme musulman.**

Des enquêtes internationales montrent que le monde musulman n'est pas homogène sur la question de la relation entre la religion et l'État. Ainsi en 2013, si 99 % des habitants d'Afghanistan indiquent être « favorables à faire de la loi islamique la loi officielle du pays », ils ne sont que 56 % à le penser en Tunisie, 29 % au Liban et 12 % en Turquie.

En revanche, le monde musulman est beaucoup plus homogène concernant son rapport, peu libéral, aux valeurs morales. Ainsi en 2013, en reprenant la même liste de pays que ci-dessus, la réprobation morale de l'avortement par exemple est, de partout, largement majoritaire : Afghanistan, 55 % de la population ; Tunisie 83 % ; Liban 78 % ; Turquie 74 %.

Aussi, en France, les valeurs morales portées par la population musulmane apparaissent comme en fort décalage avec la posture libérale et permissive qui caractérise majoritairement la population d'ensemble. Par exemple, sur la question du mariage homosexuel, la part des personnes qui « réagiraient mal si leur fils ou leur fille épousait une personne du même sexe » est en 2014 bien plus importante (74 %) parmi les Musulmans qu'au sein de la population dans son ensemble (44 %).

Autre exemple : en 2012, si 94 % des Français sans religion se déclarent favorables à la « légalisation de l'euthanasie entendue comme une pratique visant à provoquer, sous contrôle d'un médecin, le décès d'un individu atteint d'une maladie incurable », les Français musulmans ne sont que 41 % à y être favorables (les protestants 71 %, les catholiques 86 %).

Plus encore, c'est sur la pratique religieuse elle-même que s'exprime un fort clivage avec l'ensemble de la société française.

En 2008, une enquête conduite au sein de six pays européens (Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Autriche et Suède) auprès de chrétiens et de musulmans issus de l'immigration turque et tunisienne révèle que 49 % des musulmans adhèrent aux trois piliers qui constituent une approche fondamentaliste de la religion : « les croyants doivent retrouver les règles codifiées dans le passé qui sont éternelles et inamovibles » ; « les règles religieuses n'ont qu'une seule interprétation qui lie tous les croyants » ; « les règles religieuses ont préséance sur les lois séculières », tandis que 4 % seulement des Chrétiens adhèrent simultanément à ces trois piliers.

### FAUT-IL CRAINDRE UN SÉPARATISME MUSULMAN ?

La religion occupe une place bien plus importante dans la vie des croyants musulmans que dans celle des croyants catholiques. Ainsi, une enquête conduite en 2015 par le CNRS auprès d'adolescents des Bouches du Rhône interrogés dans leurs établissements scolaires donne le résultat suivant : 62 % des adolescents musulmans déclarent que « la religion est très importante » pour eux contre seulement 6 % des adolescents catholiques.

Il s'en suit des tensions possibles avec le fond universaliste des valeurs de la République.

**Dossier 3/ Fiche 50**  
Les religions et la loi chez les musulmans : une étude mondiale

**Dossier 3/ Fiche 49**  
La religion et les valeurs chez les musulmans : une étude mondiale

**Dossier 2/ Fiche 41**  
Des mariages mixtes de plus en plus nombreux, dont l'acceptation varie beaucoup en fonction des origines et des croyances

**Dossier 3/ Fiche 58**  
Les religions unies ?  
Le cas du mariage pour tous et de l'euthanasie

**Dossier 3/ Fiche 55**  
Fundamentalisme et relations entre groupes religieux en Europe

**Dossier 3/ Fiche 47**  
Religion et religiosité chez les adolescents en France

Ainsi, parmi les adolescents musulmans accordant beaucoup d'importance à la religion 72 % considèrent que « *c'est Dieu qui a créé les espèces vivantes* », contre seulement 48 % de leurs homologues catholiques. Les adolescents musulmans peu pratiquants sont encore 39 % à adhérer à cette croyance contre 15 % des adolescents catholiques non pratiquants et seulement 6 % des adolescents athées.

Autre exemple, l'idée que « *les livres et les films qui attaquent la religion devraient être interdits* » est partagée par 53 % des adolescents musulmans accordant beaucoup d'importance à la religion et 38 % de ceux lui accordant peu de place, contre 32 % des adolescents catholiques accordant beaucoup de place à la religion et 20 % de ceux lui accordant peu de place, et par 17 % des adolescents athées.

D'autres enquêtes montrent que les jeunes musulmans adhèrent moins que la moyenne au principe de l'individualisation (fait pour une personne de faire des choix sans s'en remettre à une autorité supérieure sur des grandes questions comme l'euthanasie, les valeurs familiales, la sexualité, le sens du travail ou la participation démocratique). Les ordres de grandeur sont les suivants : 29 % des jeunes (18-29 ans) musulmans soutiennent fortement le principe de l'individualisation pour 48 % des jeunes catholiques et 56 % des jeunes sans religion.

Ces divergences sur le plan des valeurs et de la pratique religieuse avec le reste de la population se combinent souvent avec un fort sentiment de discrimination, en particulier dans les quartiers populaires marqués par le chômage et la précarité, ce qui favorise parfois l'installation d'un climat de confrontation.

Anticipant les risques d'un séparatisme musulman, certaines enquêtes alertent sur la faible participation électorale des musulmans. Lorsque l'on retrace le nombre des musulmans présents sur le sol Français ceux qui n'ont pas la nationalité française et ne peuvent donc pas voter, ceux qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales ou qui sont mal inscrits, et ceux qui s'abstiennent, la non-participation électorale apparaît comme colossale : 65 % au second tour de l'élection présidentielle de 2016.

#### Dossier 4/ Fiche 77

L'école et la vision du monde : la confiance vis-à-vis de l'enseignement chez les collégiens

#### Dossier 3/ Fiche 54

Formes du sécularisme : perception chez les adolescents en France

#### Dossier 3/ Fiche 51

Les valeurs des jeunes adultes : individualisme et morale en France

#### Dossier 1/ Fiche 17

La participation politique des personnes de culture musulmane et des musulmans

## « Mes parents n'écrivent pas le français, mais moi, je veux faire des études supérieures »

**Différents indicateurs montrent que le ressort de l'intégration des Français issus de l'immigration n'est pas rompu. Les modes de vie convergent. Les aspirations à la réussite scolaire et à l'égalité de traitement s'affirment parmi les jeunes issus de l'immigration. L'intégration se négocie toutefois âprement et la part des jeunes ne se sentant pas « considérés comme français par les Français » varie fortement selon les pays d'origine des parents.**

L'enquête Teo de 2008 montre que les pratiques associatives et civiques des descendants d'immigrés tendent à se rapprocher de celles de la population majoritaire. Par exemple 24 % des immigrés participent à une association, contre 29 % de leurs descendants et 36 % de la population majoritaire ; 79 % des immigrés de la première génération de nationalité française sont inscrits sur les listes électorales, contre 84 % de leurs descendants et 89 % de la population majoritaire.

La référence au pays d'origine s'estompe aussi entre les générations : 22 % des immigrés participent à une association originaire du même pays, contre seulement 12 % de leurs enfants nés en France. En revanche, seuls 9 % des immigrés participent à une association sportive contre 16 % de leurs enfants nés en France.

Une enquête conduite en 2015 par le CNRS auprès d'adolescents des agglomérations lyonnaise et grenobloise apporte un enseignement essentiel : les collégiens et les collégiennes issus de l'immigration, en particuliers ceux appartenant à des milieux sociaux modestes portent des aspirations scolaires élevées : 42 % des garçons et 59 % des filles d'origine étrangère de milieu modeste aspirent à « continuer dans le supérieur à la fin de l'école obligatoire », contre seulement 38 % et 46 % de leurs homologues français d'origine.

Il existe donc chez les descendants de l'immigration une forte aspiration à s'intégrer dans la société française par la réussite scolaire, mais aussi une sensibilité aux discriminations plus forte que chez leurs parents. L'enquête Teo de 2008 montrait ainsi que 10 % des immigrés de sexe masculin nés au Maghreb considéraient qu'un emploi leur avait été injustement refusé au cours des cinq dernières années, tandis que les fils d'immigrés nés au Maghreb étaient 13 % à déclarer avoir subi une telle injustice.

### QUI EST CONSIDÉRÉ COMME FRANÇAIS ?

Produit d'une rencontre entre une société d'accueil plus ou moins ouverte à l'altérité et des populations immigrées plus ou moins disposées à renoncer à leurs identités d'origine, l'intégration en France se négocie âprement. L'histoire, les valeurs culturelles et religieuses, mais aussi les typologies sociales jouent un rôle dans le processus d'intégration des différentes populations immigrées : en 2008, 56 % des enfants issus de l'immigration sahélienne ne se sentent pas « considérés comme français par les Français ». Ce sentiment est aussi le lot de nombreux enfants issus de l'immigration turque (44 %), tunisienne et marocaine (42 %), et d'Afrique centrale (41 %). En revanche, les enfants issus de l'immigration d'Asie du Sud-Est (31 %) et surtout ceux issus de l'Union européenne (4 %) sont très peu nombreux à ne pas se sentir regardés comme des Français.

Les enfants issus de l'immigration Algérienne se situent en position intermédiaire : 38 % ne se sentent pas « considérés comme français par les Français ». L'histoire commune et l'apaisement des passions cinquante ans après la guerre d'Algérie semblent créer les conditions d'une appartenance commune : en 2016, 71 % des

#### Dossier 1/ Fiche 15

La participation associative : intégration et origine migratoire

#### Dossier 1/ Fiche 16

L'inscription électorale et les origines nationales : immigrés et descendants d'immigrés

#### Dossier 2/ Fiche 30

L'origine française ou étrangère a-t-elle un effet sur l'ambition scolaire chez les filles et les garçons ?

#### Dossier 1/ Fiche 14

Devenir français : l'expérience des immigrés et de leurs descendants

#### Dossier 2/ Fiche 42

La guerre d'Algérie et la question de la repentance pour les exactions commises par l'armée française

Français pensent que « *l'indépendance a été une bonne chose* », contre seulement 54 % en 1972 ; 61 % des 18-35 ans et 56 % des 36-49 ans adhèrent à l'idée que « *la France devrait présenter des excuses pour les exactions commises durant l'occupation de l'Algérie* », contre seulement 50 % et 38 % des 50-64 ans et des 65 ans et plus.

## « La richesse n'est pas responsable de la pauvreté »

**Les Français refusent les écarts de revenus trop élevés, ont le sentiment de s'appauvrir et craignent plus que d'autres peuples de tomber dans la pauvreté. Pour autant, ils ne stigmatisent pas la richesse. Ils sont plus de 70% à penser que la présence de personnes riches est utile à l'ensemble de la société.**

Les écarts de revenus trop élevés sont un problème important pour les Français. Interrogés en 2017 sur différents sujets sociaux et sociétaux, 69% des Français indiquent souhaiter que le gouvernement prenne des mesures « pour réduire les écarts de revenus ». Il s'agit là d'une attente de gauche (le score s'élève à 83% parmi les sympathisants de gauche), mais aussi de droite (58% des sympathisants).

Les autres sujets soumis aux sondés réalisent des scores bien plus faibles : 56% pensent qu'« il est normal que des couples homosexuels puissent adopter des enfants », que « l'école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l'effort » ou encore qu'« il faut que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté » ; 55% pensent qu'« il y a trop d'immigrés en France » et 49% que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » ; etc.

S'ils réproouvent les inégalités de revenus excessives, les Français expriment en outre une peur du décrochage bien plus élevée que dans d'autres pays. En 2014, 87% des Français pensent qu'« il peut arriver à n'importe qui de tomber dans la pauvreté au cours de sa vie », contre 80% des Espagnols, 75% des Belges, 71% des habitants du Royaume-Uni, 66% des Danois, 65% des Autrichiens, 63% des Allemands, 61% des Hollandais, 60% des Italiens, 59% des Roumains, 45% des Polonais.

Les Français sont aussi de plus en plus nombreux à estimer appartenir aux « catégories sociales inférieures ». En 2015, 32% d'entre eux estiment appartenir à celles-ci contre seulement 22% en 1999, et 42% estiment appartenir aux « catégories sociales moyennes inférieures » contre seulement 37% en 1999.

Certains sondeurs cherchent à établir un lien entre la désespérance sociale et l'aveuglement ou la déconnexion des élites. C'est ainsi que questionnés à ce sujet en 2015, 71% des Français indiquent que « beaucoup de personnes traversent des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ».

Pour autant, les Français ne semblent pas rendre la richesse responsable de la pauvreté.

### TRAVAILLE SI TU VEUX T'ENRICHIR, OU CHANGE DE FAMILLE !

Les résultats qui suivent ne portent pas sur le phénomène des hyper riches, et pour cause : pour la majorité des Français, sont riches ceux qui gagnent environ deux fois plus qu'eux. C'est ce qui explique que 23% des Français associent la richesse à un revenu mensuel net de 1 000 à 3 000 Euros par mois, 33% à des revenus compris entre 3 000 et 5 000 euros, 15% à des revenus compris entre 5 000 et 10 000 euros, 22% à des revenus compris entre 10 000 et 20 000 euros et 4% au-delà.

En 2013, 68% des Français éprouvent « de l'indifférence » pour les personnes qu'elles considèrent comme riches, 31% éprouvent « du respect », 26% « de la méfiance », 26% « de la sympathie », 24% « de l'admiration ». Seuls 14% éprouvent « de la jalousie » et 7% « de la colère ».

Mais surtout, en 2017, 76% des Français sont d'accord avec l'idée que « la présence de personnes riches est utile à l'ensemble de la société ».

[Dossier 2/ Fiche 39](#)

Le positionnement sur l'axe droite-gauche disparaît-il ?

[Dossier 2/ Fiche 19](#)

Un sentiment d'invisibilité sociale largement partagé par les Français

[Dossier 2/ Fiche 37](#)

Les Français n'éprouvent ni hostilité ni sentiment d'injustice envers les riches

Autre résultat intéressant, la caractéristique la plus importante pour devenir riche est pour 30 % des Français d'« être travailleur », puis arrivent le fait d'« avoir des parents riches » (20 %) et d'« avoir des relations » (11 %), d'être intelligent (9 %) et d'« avoir du culot » (8 %). Le fait d'« être honnête » (6 %), le « manque de scrupules » (6 %), le fait de « ne penser qu'à soi » (4 %) et d'« avoir reçu une bonne éducation » (3 %) arrivent en fin de liste.

## « Je ne suis pas féministe mais j'exige l'égalité salariale »

**Les discriminations liées au sexe augmentent-elles ou sont-elles de moins en moins acceptées par la société ? Difficile de répondre. Toujours est-il que la part des Français estimant avoir été victimes de discrimination à l'embauche en raison de leur sexe a augmenté ces dernières années, de même que celle de ceux qui pensent qu'il reste encore beaucoup de choses à faire pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes.**

Les Français sont nombreux à considérer que dans notre pays « *des personnes sont traitées défavorablement ou discriminées* ». En 2016, les domaines dans lesquels les Français sont les plus nombreux à considérer que les discriminations sont fréquentes ou très fréquentes sont les contrôles de police (pour 50 % des Français), la recherche d'emploi (47 %), la recherche d'un logement (46 %) et le déroulement de la carrière professionnelle (33 %). Arrivent ensuite l'école ou l'université (pour 24 % des Français), les relations de voisinage (22 %), les relations avec les administrations (20 %) et les lieux de loisir (12 %)

Toujours en 2016, 34 % de la population active déclare avoir été discriminée dans l'emploi (recherche d'emploi ou déroulement de la carrière) au cours des cinq dernières années. Cette moyenne cache de fortes disparités, notamment selon le sexe (hommes 27 %, femmes 41 %), l'existence ou non d'un handicap (sans handicap 31 %, avec un handicap 49 %), et selon l'origine ethnique perçue (blanche 31 %, arabe, noire ou asiatique 53 %).

Il est important également de noter que le cumul des motifs de discrimination place certains groupes dans des situations particulièrement difficiles. Par exemple, les femmes ayant un enfant de moins de 6 ans sont 51 % à déclarer avoir fait l'objet de discrimination à l'emploi, les femmes porteuses d'un handicap 56 %, et les femmes perçues comme arabes, noires ou asiatiques 61 %.

Les discriminations liées au sexe font l'objet de débats de plus en plus vifs au sein de la société, et le niveau de tolérance de la population vis-à-vis de celles-ci ne cesse de s'abaisser. Ainsi, la part des Français « *qui considèrent qu'il y a encore beaucoup de choses à faire pour atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes* » a augmentée entre 2004 et 2017, passant de 69 % à 74 %. De la même manière, alors qu'en 2000 7 % des Français considèrent avoir eu le sentiment d'être victime d'une discrimination à l'embauche en raison de leur sexe, ils sont 22 % à le penser en 2017.

### **HOMMES ET FEMMES SE REJOignent SUR L'OBJECTIF DE L'ÉGALITÉ, MAIS DIFFÉRENT PARFOIS SUR LES SOLUTIONS À ADOPTER.**

Pour avancer vers l'égalité entre les hommes femmes, la reine des batailles semble être l'égalité salariale : 61 % des Français considèrent en 2017 qu'« *il faut en priorité promouvoir l'égalité des salaires hommes/femmes à qualification identique* ». Arrivent ensuite (les sondés avaient droit à plusieurs réponses) pour 39 % des Français, l'idée qu'« *il faut en priorité prendre des mesures pour mieux assurer la sécurité des femmes dans les lieux publics* » et l'idée qu'« *il faut en priorité favoriser l'accès des femmes aux postes à responsabilité dans les entreprises* ».

Pour une partie des Français la priorité consiste à stimuler une transformation des représentations : « *il faut en priorité lutter contre une image sexiste de la femme dans les publicités* » (27 % des Français), « *il faut en priorité travailler sur les stéréotypes concernant les différences femmes – hommes à l'école* » (18 %).

L'amélioration des questions pratiques de la vie quotidienne recueille également

#### Dossier 2/ Fiche 23

Le sentiment de discrimination, en particulier dans le champ professionnel

#### Dossier 2/ Fiche 25

Parité hommes-femmes : encore beaucoup à faire

beaucoup de suffrages : « *il faut en priorité coordonner les horaires d'ouverture des services (comme les crèches) avec le temps de travail* » (26 % des Français) ; « *il faut en priorité augmenter le nombre de places en crèche pour les enfants de moins de trois ans* » (21 %).

Enfin, 16 % seulement des Français pensent qu'« *il faut en priorité prendre des mesures pour permettre aux pères de mieux s'impliquer dans la vie familiale* » et 14 % qu'« *il faut en priorité promouvoir l'accès des femmes au plus haut niveau de la vie politique* ».

Les réponses des hommes et des femmes sont dans l'ensemble convergentes, excepté sur quelques sujets : 32 % des femmes, mais seulement 22 % des hommes pensent qu'il faut lutter en priorité contre une image sexiste de la femme dans les publicités ; 20 % des hommes, mais seulement 13 % des femmes pensent qu'il faut en priorité prendre des mesures pour permettre aux pères de mieux s'impliquer dans la vie familiale ; 17 % des hommes mais seulement 12 % des femmes pensent qu'il faut en priorité promouvoir l'accès des femmes au plus haut niveau de la vie politique.

# VILLE ET TERRITOIRE

## « J'aime ma ville »

**S'ils avaient le choix, une majorité de Français préféreraient vivre à la campagne. Mais plus la taille de l'agglomération où ils habitent est importante et moins les Français rêvent de la campagne. Ceux qui indiquent vouloir « vivre ailleurs » voudraient en majorité parvenir à combiner les avantages de la ville et de la campagne, par exemple en habitant un village ou une petite ville en périphérie d'une grande agglomération, ou en s'installant dans une ville moyenne.**

Outre la famille qui tient une place prépondérante dans leur vie, les Français privilégient en premier lieu la qualité de vie liée à l'environnement, au logement et au temps libre. Interrogés en 2017 sur les thèmes qu'ils valorisent dans leur vie, 83 % d'entre eux déclarent en effet accorder le plus haut niveau d'importance à « leur vie de famille et à leurs enfants », 36 % à « leur cadre de vie », 36 % à « leur logement », 35 % au « temps libre et à la détente », 31 % à « leur profession, à leur carrière et au travail », 30 % à « leurs amis et connaissances » et 23 % à « la cohésion sociale ».

C'est à la campagne et dans les villes petites et moyennes que les Français sont les plus nombreux à trouver le cadre de vie auquel ils aspirent : 38 % des personnes habitant une commune rurale se déclarent en 2017 très satisfaites de leur cadre de vie quotidien, ainsi que 33 % des habitants des villes de 2 000 à 20 000 habitants, 34 % des habitants des villes de 20 000 à 100 000 habitants, mais seulement 23 % des habitants de l'agglomération parisienne.

Une enquête de 2011 révèle que s'ils avaient le choix 65 % des Français « préférerait vivre à la campagne plutôt qu'en ville ». Mais cette préférence pour la campagne est d'abord le fait des ruraux : 86 % des personnes habitant une commune rurale ou une commune de moins de 20 000 habitants, mais seulement 37 % de ceux habitant l'agglomération parisienne, 52 % de ceux habitant une commune de plus de 100 000 habitants, et 59 % de ceux habitant une commune de 20 000 à 100 000 habitants.

Ainsi, la préférence pour la campagne recueille d'autant moins de suffrage que la taille de l'agglomération est importante.

### LE LIEU DE VIE IDÉAL ? UN VILLAGE PROCHE D'UNE GRANDE VILLE

Les Français cherchent en fait à combiner les avantages de la ville et ceux de la campagne. Parmi les Français indiquant en 2017 désirer « vivre ailleurs », 30 % aimeraient vivre dans « une petite ville ou un village se situant dans la périphérie d'une grande ville » et 19 % dans « une ville de taille moyenne ». Les solutions très rurales recueillent moins de suffrages : 15 % des répondants opteraient en faveur d'« un habitat isolé à la campagne » et 14 % d'« une petite ville ou un village éloigné des grands pôles urbains », et les solutions très urbaines encore moins : 11 % opteraient pour une solution dans « le centre d'une grande ville, d'une métropole » et 10 % « dans la périphérie d'une grande ville, d'une métropole ».

Les rapports des Français à la ville et à la campagne sont donc ambivalents. Si les Français voient en 2015 de nombreux inconvénients à la ville comme « la pollution » (31 % des Français), « l'insécurité » (29 %), « le bruit » (24 %), etc., ils lui prêtent aussi de nombreux avantages comme « la proximité et la variété des commerces » (47 % des Français), « la présence de nombreux moyens de transport » (32 %), « la diversité des activités culturelles » (24 %), etc.

Surtout, chacun projette sur l'espace qu'il n'habite pas des représentations plus ou moins fantasmées traduisant ses propres désirs, ses manques ou ses craintes.

#### Dossier 6/ Fiche 111

La ville de demain :

2) L'aspiration des Français à une ville plus verte

#### Dossier 6/ Fiche 108

De la campagne rêvée à la métropole cauchemar : l'aspiration pour des villes à taille moyenne

Ainsi, « *la présence de nombreux services publics* » est par exemple considérée par 21 % des ruraux mais seulement 13 % des Parisiens comme un des principaux avantages de la ville ; la « *propreté des rues* » n'est considérée comme un des principaux inconvénients de la ville que par 5 % des ruraux contre 12 % des parisiens ; quant à « *l'insécurité* », elle est considérée comme un des principaux inconvénients de la ville par 34 % des ruraux mais par seulement 25 % des parisiens.

## « Le footing et mon maraîcher sont les meilleurs amis de ma santé »

**Des pratiques sociales comme le sport ou les repas, traditionnellement associés au plaisir et à la convivialité sont de plus en plus appréhendées par les Français à travers le prisme de la santé. Signe que les messages de prévention passent. Mais les Français allient-ils l'utile à l'agréable ou bien succombent-ils à un nouvel impératif moral ?**

La préoccupation pour la santé augmente logiquement avec l'avancée en âge : en 2014, 51 % des 70 ans et plus, mais seulement 29 % des 18-24 ans considèrent par exemple que « *les progrès de la médecine doivent aider à limiter les marques de vieillissement* ».

Les enquêtes montrent toutefois que la santé est devenue une préoccupation majeure pour les Français de tous âges, et que ceux-ci semblent avoir parfaitement intégré le lien entre la santé et le mode de vie.

Ce lien apparaît nettement dans les pratiques alimentaires : en 2017, 47 % des 25-34 ans se disent prêts à « *réduire leur consommation de viande* », et « *la santé* » est citée comme une de leurs motivations principales par 43 % d'entre eux (« *les scandales alimentaires* » 21 %, « *la préservation de l'environnement* » 49 %, « *le respect des animaux* » 54 %)

Dans une enquête de 2008 les Français sont interrogés sur les divers éléments qui influencent la composition de leurs repas. Chez les 55-64 ans « *la santé* » arrive largement en tête avec 81 % de citations, bien avant d'autres facteurs comme « *le budget* » (65 % de citations) ou le « *temps de préparation* » (43 %). Chez les 19-25 ans, ce sont les « *préférences personnelles* » qui arrivent en tête avec 80 % de citations, mais « *la santé* » se situe à un niveau néanmoins élevé (66 %), comparable au « *budget* » (67 %) et bien au-dessus des « *habitudes* » (60 %) ou du « *temps de préparation* » (46 %).

### LES FRANÇAIS ENTRETIENNENT LEUR CAPITAL SANTÉ

Cette relation entre alimentation et santé constitue aussi un facteur majeur de montée en puissance de l'agriculture biologique. En 2017, les Français placent la santé en tête des principales raisons qui les incitent à consommer des produits biologiques : le motif « *pour préserver sa santé* » récolte 66 % de citations, devant les motifs « *pour préserver l'environnement* » (58 %), « *pour la qualité et le goût des produits* » (56 %), « *par sécurité, pour être certain que les produits sont sains* » (51 %), « *pour des raisons éthiques et/ou sociales* » et « *pour le bien-être des animaux* » (28 %), etc.

Le sport est un autre domaine fortement investi par les Français pour entretenir leur capital santé. En 2015 près d'un Français sur deux (45 %) déclare pratiquer régulièrement une ou plusieurs activités sportives, dont 72 % au moins une fois par semaine. Le profil des pratiquants de sport est assez proche de celui de la population française, au bémol près que la proportion des 65 à 80 ans est moins élevée qu'au sein de la population française, que les catégories socioprofessionnelles aisées comptent davantage de sportifs, et que les parents d'enfants au foyer sont proportionnellement moins nombreux à faire du sport.

Les Français citent la santé comme première motivation de leur pratique sportive : avec 27 % de citations, le motif « *pour être en bonne santé* » arrive en effet en tête mais au coude à coude avec le motif « *pour entretenir mon physique, mon apparence* » (26 %), et devant les motifs « *pour le plaisir, par passion* » (18 %) et « *pour me détendre/*

#### Dossier 5/ Fiche 92

La tentation transhumaniste : jusqu'où les Français sont-ils prêts à aller dans l'usage de la technoscience dans la médecine ?

#### Dossier 5/ Fiche 91

Une sensibilité croissante à la protection animale

#### Dossier 5/ Fiche 87

Consommation alimentaire et santé : des pratiques et des perceptions qui oscillent entre recherche de plaisir, santé et situation de risque alimentaire

#### Dossier 3/ Fiche 90

L'engouement plus ou moins partagé pour la consommation responsable : le cas de l'agriculture biologique

#### Dossier 5/ Fiche 88

La perception du sport comme vecteur de santé

*éliminer mon stress*» (15%). Les autres motifs («*le contact avec la nature*», «*la convivialité*», «*le dépassement de soi*» et «*l'esprit de compétition*») sont bien plus marginaux avec 2 à 5% de citations).

## LES OBJETS CONNECTÉS ? C'EST PRATIQUE, JE SURVEILLE MES PARAMÈTRES !

Une autre façon d'appréhender le sujet est de s'intéresser à la pratique du sport en lien avec le développement des objets connectés. En 2016, 43% des Français déclarent utiliser ces objets (applis pour smartphones, podomètres, balances connectées...) pour suivre leur état de santé ou leur activité physique. Mais le plus intéressant est que 67% des 18-24 ans utilisent ces objets. L'usage est ensuite décroissant à mesure que les répondants avancent en âge. Si l'on se place dans une attitude prospective, tout porte à penser que la conjonction de plusieurs facteurs renforcera ces usages : nous pensons à l'effet génération, à l'augmentation du niveau d'équipement (le nombre d'appareils de santé connectés vendus connaît une croissance exponentielle au niveau mondial), aux avancées technologiques qui se produiront dans ces domaines à la croisée du *quantified self* et de la e-santé, et enfin aux enjeux liés à la démographie et au coût des systèmes de santé (en France, où le coût de la sédentarité impliquée dans le diabète et l'obésité a été estimé à 17 milliards d'euros par an, l'exercice physique tend à être promu comme une thérapeutique à part entière).

Enfin, les enquêtes établissent aussi un lien entre le niveau d'isolement des personnes (défini par la densité des relations au sein de cinq réseaux : amical, voisinage, familial, associatif, professionnel) et leur niveau de santé, sans qu'il soit possible d'établir le sens de la causalité : en 2016, les personnes «*en situation objective d'isolement*» sont 29% à considérer leur état de santé comme non satisfaisant, et 28% indiquent avoir «*souffert d'un état dépressif au cours des quatre dernières semaines*». Dans la population d'ensemble les proportions sont nettement plus faibles : respectivement 18% et 19%.

Tout cela indique que la plupart des politiques publiques locales peuvent être appréhendées sous le prisme de la santé. Par exemple, s'agissant de la relation entre sport et santé, les politiques sportives pourront évidemment être mobilisées, mais aussi l'aménagement de l'espace urbain puisque les deux premières pratiques sportives des Français s'effectuent en plein air : le running et le cyclisme.

## DOIT-ON RENONCER À SES ASPIRATIONS DE VIE QUAND ON DEVIENT DÉPENDANT ?

S'ils sont toujours plus soucieux d'entretenir leur capital santé, les Français doivent tout de même affronter la maladie ou la dépendance.

Malgré les très fortes tensions que connaît l'hôpital depuis des années celui-ci garde une bonne image : en 2017, à la question «*globalement, en tant qu'utilisateur, diriez-vous que vous avez été très satisfait de l'action des pouvoirs publics en matière de...*», les Français classent la «*santé publique*» en tête de leurs réponses, à égalité avec «*la police et la gendarmerie*» avec un score 82% de personnes satisfaites, bien avant «*l'Éducation nationale*» (74%), «*le logement*» (73%), «*l'environnement*» (66%), «*la justice*» (60%) et «*la lutte contre le chômage*» (54%).

Il n'en va pas de même concernant la prise en charge de la dépendance : en 2017, 56% des Français disent avoir une mauvaise image des EHPAD, et 40% indiquent avoir une mauvaise image des «*personnels de santé qui s'occupent des personnes âgées dans ces établissements*». Sans doute le manque de moyen affecte-t-il la capacité de soin et d'attention des personnels. Mais des raisons structurelles peuvent aussi

### Dossier 3/ Fiche 33

Le lien social et la solitude : où en sont les Français

### Dossier 3/ Fiche 20

L'opinion des Français à l'égard de leurs services publics

### Dossier 3/ Fiche 36

Les Français et la perte d'autonomie liée au vieillissement

être avancées : ces établissements répondent-ils aux aspirations profondes des personnes âgées ? Ces dernières veulent à 63% pouvoir « *décider de leur propre rythme de vie* », à 49% « *pouvoir recevoir des amis, de la famille* », à 34% « *pouvoir lire, regarder la télévision, écouter la radio* », à 21% « *avoir leurs souvenirs à portée de main* » et à 15% « *pouvoir disposer d'un espace intime où personne ne va* ».

## « Entre amis, en famille et avec les voisins, on se serre les coudes »

La sociabilité et l'appartenance à des collectifs constituent une composante essentielle du bien-être. Mais en France, 10 % des personnes sont dans une situation objective d'isolement et 20 % n'entretiennent des liens de sociabilité que dans un seul réseau. Les enquêtes révèlent que les personnes isolées se sentent moins à mêmes que les autres d'affronter leurs difficultés. Face à ce constat, l'évolution générale des valeurs en faveur d'un recentrage sur les solidarités choisies interroge et amènera de plus en plus à se poser la question des « trous dans la raquette de la solidarité ».

Les enquêtes identifient cinq types de réseaux de sociabilité au sein desquels les Français entretiennent des relations plus ou moins fréquentes. Ces réseaux sont, par ordre décroissant de fréquence des relations : les réseaux amicaux, de voisinage, familial (hors ménage), associatif et professionnel. Les amis (relations choisies) et les voisins (relations à portée de main) arrivent en tête. Mais des relations moins fréquentes au sein d'un réseau ne signifient pas nécessairement que celui-ci joue un moindre rôle dans la vie des personnes.

Par exemple, lorsque qu'on demande en 2016 aux Français ce que représente le travail pour eux, 37 % y voient « d'abord une façon de trouver sa place dans la société » ; les autres dimensions, à savoir le travail comme « contrainte pour gagner de l'argent » (33 %) et le travail comme « moyen d'épanouissement personnel » (30 %) n'arrivent qu'ensuite.

Et concernant la famille, toutes les enquêtes montrent que celle-ci tient une place prépondérante dans la vie des Français : lorsqu'on leur demande quelles valeurs sont les plus importantes pour eux, les Français répondent en 2013 à 46 % « la famille », loin devant « l'honnêteté » (33 %) et « la liberté » (32 %). Et lorsqu'on leur demande en 2016 de hiérarchiser les domaines de vie qui sont les plus importants à leurs yeux, 83 % des Français accordent un très haut d'importance à « la vie de famille et aux enfants », loin devant leur « cadre de vie » (36 %), « leur logement » (36 %) ou leur « temps libre et leur détente » (35 %)

### LA FAMILLE, PREMIER FILET DE SÉCURITÉ

En fait, les Français placent aujourd'hui la famille au centre de leur vision de la solidarité : en 2017, 89 % d'entre eux pensent que la famille « est le principal amortisseur social (c'est-à-dire le lieu où s'exerce la solidarité et l'entraide) ».

L'entraide prend de multiples formes, y compris financière : en 2016, 88 % des Français aident financièrement leurs enfants, dont 22 % tous les mois ou presque ; 65 % aident leurs parents, dont 11 % tous les mois ; 43 % aident leurs petits enfants, dont 8 % tous les mois ; 42 % aident leurs grands-parents, dont 6 % tous les mois. Ainsi, les flux financiers fonctionnent dans tous les sens.

Une enquête conduite en 2016 auprès des 18-25 ans confirme ce rôle singulier de la famille : 83 % des jeunes considèrent que les Français sont « solidaires avec leur famille et avec leurs proches », mais seulement 38 % pensent que les Français sont solidaires « dans la vie en général » et 34 % qu'ils sont solidaires « dans le monde professionnel ».

Les solidarités familiales appartiennent au registre des solidarités choisies. Pour les jeunes, ces solidarités choisies débordent largement de la sphère familiale. Ils sont ainsi 63 % à indiquer « venir en aide financièrement à des proches », mais aussi 45 % à déclarer « faire du bénévolat » et 41 % à « donner de l'argent à une association ».

#### Dossier 2/ Fiche 33

Le lien social et la solitude : où en sont les Français

#### Dossier 2/ Fiche 21

Le travail de plus en plus vécu comme une contrainte plutôt que comme un facteur d'épanouissement

#### Dossier 6/ Fiche 111

La ville de demain :  
2) L'aspiration des Français à une ville plus verte

#### Dossier 2/ Fiche 31

Si la perception de la famille évolue, elle reste plus que jamais perçue sous l'angle de la solidarité

## AIDE-TOI D'ABORD, ET ON T'AIDERA ENSUITE

Une autre enquête, conduite en 2016 également auprès de jeunes de la classe d'âge 18-34 ans, renseigne sur leur conception de la solidarité. Pour les jeunes, la solidarité ne semble pas inconditionnelle. Dans un monde dur et concurrentiel chacun doit assumer sa part de responsabilité. Ainsi, si 79 % des jeunes sont d'accord avec l'idée que « *dans la vie on ne peut pas s'en sortir sans solidarité* », ils sont aussi 67 % à considérer que « *quand on veut on peut* » et 56 % à penser qu'« *il y a trop d'assistés en France* ». Ils portent une vision désenchantée du monde actuel : 93 % pensent que « *l'argent tient aujourd'hui une place trop importante* » et 42 % que « *dans la vie, soit tu baisses, soit tu te fais baisser* ». Finalement, un jeune sur deux (49 %) considère que « *pour réussir dans la vie, on ne peut compter que sur soi-même* ».

Ainsi, les conceptions portées par les nouvelles générations mettent de plus en plus l'accent sur la responsabilité individuelle, sur les engagements choisis et sur des solidarités liées aux liens sociaux des personnes. En progressant, ces conceptions amèneront inévitablement la puissance publique à se poser la question des « *trous dans la raquette* » de la solidarité.

Les enquêtes sur le lien social et sur la solitude au sein de la société française indiquent qu'en 2016 10 % des Français sont « *en situation objective d'isolement* » : ils n'ont de liens forts dans aucun des cinq réseaux de sociabilité mentionnés ci-avant (amical, de voisinage, familial, associatif, professionnel). Par ailleurs 22 % des Français n'ont des liens forts que dans un seul réseau. Les personnes en situation objective d'isolement sont plus nombreuses parmi les chômeurs et les inactifs et parmi les catégories à bas revenus. Elles sont plus souvent dépressives et font moins confiance aux institutions que la population d'ensemble.

## ISOLEMENT = VULNÉRABILITÉ

Le volet 2017 de ces enquêtes était centré sur l'isolement des jeunes. Il livre des enseignements intéressants. Premier enseignement, si les jeunes ont globalement des réseaux de sociabilité plus développés que la population française dans son ensemble, le phénomène de l'isolement y est néanmoins très présent : 18 % des jeunes ne possèdent de relations dans aucun ou dans un seul réseau de sociabilité. Deuxième enseignement, la capacité à faire face aux aléas de la vie est bien plus faible lorsque l'on est isolé. L'enquête demandait aux jeunes si « *face à un problème (scolaire, professionnel, relationnel, de santé)* » ils avaient le sentiment qu'ils pouvaient « *le résoudre seule* ». Le taux de réponse positive à la question n'est que de 37 % parmi les jeunes isolés (zéro ou un réseau de sociabilité) contre 50 % parmi les jeunes inscrits dans cinq réseaux de sociabilité.

Quel peut être l'avenir de ces personnes isolées au sein d'une société des solidarités choisies ?

Dans cette société, l'« *optimisme vis-à-vis de son avenir et de celui de ses proches* » est très inégalement réparti au sein de la population : 61 % des Français des catégories sociales supérieures se disent optimistes en 2017 contre seulement 43 % de ceux appartenant aux catégories inférieures.

[Dossier 2/ Fiche 35](#)  
Les jeunes et la solidarité

[Dossier 2/ Fiche 33](#)  
Le lien social et la solitude :  
où en sont les Français

[Dossier 2/ Fiche 33](#)  
Le lien social et la solitude :  
où en sont les Français

[Dossier 2/ Fiche 18](#)  
L'optimisme pour son  
avenir personnel : un écart  
croissant entre les CSP

## « La rue me semble moins violente. Par contre, ma fille s'est faite humilier sur Internet »

Le sentiment d'insécurité régresse globalement en France de façon régulière depuis dix ans. Son niveau est plus élevé dans les villes qu'à la campagne, mais certaines enquêtes suggèrent un resserrement des écarts. Au sein des territoires urbains le sentiment d'insécurité varie fortement selon que l'on habite un grand ensemble, le centre-ville, un tissu mixte ou un lotissement. Il touche donc inégalement les différentes catégories sociales puisque celles-ci se distribuent inégalement dans l'espace.

Toutes les enquêtes le montrent : la sécurité constitue une préoccupation première pour les Français. Lorsqu'on leur demande, en 2015, quelles devraient être « les priorités des villes intelligentes ou connectées », ils citent en premier choix à 21 % « réduire la dépense publique » et à 15 % « améliorer la sécurité ». Le motif « moins consommer d'énergie » arrive ensuite (14 %), puis « simplifier les relations entre les citoyens et les administrations » (12 %), etc.

De la même façon, lorsqu'on leur demande en 2017 de qualifier leur attachement à différents services publics locaux, les Français se déclarent à 48 % très attachés aux « services de sécurité (police municipale, pompiers...) », puis à « la propreté » (47 %), aux « établissements scolaires » (41 %), aux « réseaux de transport et à la circulation » ainsi qu'aux « actions en faveur de l'environnement (eau, assainissement, collecte des déchets) » (38 %). Arrivent ensuite les « services pour les personnes âgées et dépendantes » (37 %), « la culture et les loisirs » ainsi que « les services pour la petite enfance (PMI, crèches municipales) » (30 %), et enfin « l'aide au développement économique et la formation » (24 %).

### LA SÉCURITÉ, UNE PRÉOCCUPATION PREMIÈRE

Pour autant, le thème de la sécurité est moins qu'on le dit parfois une obsession pour les Français.

L'indice qui en France renseigne sur le « sentiment d'insécurité » ressenti par les personnes connaît une baisse régulière et continue depuis dix ans, passant de 21 % d'expression de crainte en 2007 à 19 % en 2017. Cet indice agrège les trois expressions de craintes suivantes : « se sentir en insécurité dans son quartier ou dans son village » (stable entre 2007 et 2017), « se sentir en insécurité dans son domicile » (stable également sur la période), et « renoncer à sortir seul de chez soi » (en baisse sur la période).

Parallèlement le taux d'homicides (par million d'habitant) mesuré par les statistiques officielles ne cesse également de décroître : la baisse est régulière entre 1994 où l'on enregistre un taux de 18,2 et 2014 où le taux se situe à 7,7. Dans un pays voisin comme l'Allemagne le mouvement est du même ordre, le taux d'homicides passant de 24 en 1994 à 10 en 2014.

L'indice agrégé (évoqué ci-avant) permettant de mesurer le sentiment d'insécurité montre que c'est dans les territoires urbains que ce sentiment est le plus développé. En 2017, le sentiment de crainte exprimé par les habitants se situe à 29 % dans les « immeubles de cités et de grands ensembles », 23 % dans les « immeubles de ville », 19 % dans les « zones mixtes (immeubles et maisons) », 18 % dans les « lotissements » et seulement 14 % dans les « maisons isolées hors agglomérations ».

Plus qu'une différence villes-campagnes, les données précédentes mettent en évidence de forts écarts entre les différents types de territoires urbains, et ces

#### Dossier 6/ Fiche 109

La ville de demain :

1) Le numérique plébiscité, mais à petite dose

#### Dossier 6/ Fiche 107

Les services publics de proximité : les Français entre attachement, craintes pour l'avenir et sentiment d'inégalité

#### Dossier 4/ Fiche 61

L'évolution du sentiment d'insécurité

#### Dossier 4/ Fiche 60

L'évolution de la violence homicide en France et en Europe

écarts expliquent en partie pourquoi l'expression de crainte est plus élevée au sein des catégories sociales les plus modestes (22 %) qu'au sein des catégories les plus aisées (17 %).

D'autres enquêtes mettent en évidence un certain nivellement géographique de la préoccupation des Français pour la sécurité : en baisse globalement, cette préoccupation caractérise de moins en moins les centralités urbaines et de plus en plus l'espace rural. Sur la période 2001-2004, c'est dans le périurbain (40 %), les villes centres (39 %) et les banlieues (38 %) que la « *violence et l'insécurité* » étaient le plus citées par les Français comme l'« *un des sujets les préoccupant le plus* », devant l'espace rural (36 %). Sur la période 2005-2008, la violence et l'insécurité sont citées comme un sujet de préoccupation majeure par 30 % des habitants des banlieues et du périurbain, 28 % des habitants de l'espace rural et seulement 26 % des habitants des villes centres.

### **INTERNET, DE NOUVELLES VULNÉRABILITÉS PAS TOUJOURS FACILES À APPRÉHENDER**

Si la préoccupation des Français vis-à-vis de la violence et de l'insécurité se réduit, c'est peut-être en partie parce que les risques changent de nature. En 2016, les Français n'ont déclaré que 200 000 « *vols et tentatives de vols de voitures* », soit deux fois moins que dix ans plus tôt (400 000 déclarations en 2008). Parallèlement, le nombre de ménages déclarant avoir été victimes d'escroqueries bancaires augmente fortement en lien avec la dématérialisation des transactions : en 2015, en France, 4 % des ménages déclarent avoir été victimes d'une « *escroquerie bancaire* » dans l'année, contre 2,7 % en 2012 et 1,8 % en 2010. La captation des données peut avoir lieu lors d'un achat ou d'une réservation sur Internet ou dans un commerce traditionnel, lors d'un retrait d'argent au distributeur, par *phishing* (appel à communiquer des données en se faisant passer pour un organisme de confiance), par piratage de la banque, etc. En 2015, 65 % des données captées illégalement le sont via Internet, contre 59 % en 2010.

En lien avec Internet également, l'on voit se développer les problématiques de harcèlement. Une enquête du CNRS en 2012 auprès d'adolescents interrogés dans les collèges révèle que 20 % des filles auraient déjà été « *humiliées via Internet ou les téléphones portables* », mais que seulement 5 % auraient déjà été victimes de « *coups et blessures* », 4,5 % de « *vol avec force* » et 2,5 % de « *racket* ». Il est intéressant de noter que 7 % seulement des agressions par Internet mentionnées ci-avant sont suivies d'un « *dépôt de plainte à la police* », contre 32 % des vols avec force, 27 % des coups et blessures et 22 % des situations de racket.

**Dossier 6/ Fiche 102**  
Entre ruraux et urbains :  
quelles divergences  
de valeurs et d'opinions

**Dossier 5/ Fiche 99**  
Les nouvelles technologies  
et la vulnérabilité : captation  
des identités

**Dossier 5/ Fiche 100**  
Internet et les médias  
sociaux : les adolescents  
auteurs et victimes de délits

## « Dans les transports publics, je ne suis pas rassurée »

La majorité des femmes déclarent faire l'objet de harcèlement dans les espaces publics des villes et dans les transports en commun. Plus ou moins fréquents, plus ou moins graves, les incidents semblent ne provoquer que rarement une réaction chez ceux qui en sont les témoins. Le sentiment d'insécurité qui en découle touche plus souvent les femmes de milieu modeste du fait notamment de leurs horaires de travail souvent atypiques et de leur plus grande dépendance vis-à-vis des transports en commun.

L'insécurité des femmes dans l'espace public et dans les transports constitue un sujet d'urbanité perçue aujourd'hui comme majeur.

En 2017, 67 % des femmes déclarent qu'il leur arrive de « faire l'objet de harcèlement quand elles sont dans la rue ou les transports en commun » : 7 % souvent, 22 % de temps en temps et 38 % rarement. Pour les femmes de moins de 35 ans les résultats sont encore plus sévères : 15 % déclarent qu'il leur arrive souvent de faire l'objet de harcèlement et 29 % de temps en temps.

Une enquête conduite à Bordeaux en 2015 révèle que 25,5 % des femmes déclarent avoir subi au cours des douze derniers mois dans les transports « des regards insistants, une présence envahissante, des sifflements ou bruitages divers », 19,5 % des « commentaires non désirés sur l'apparence », 19 % « des contacts physiques non souhaités et/ou des attouchements » et 13 % « des insultes, menaces, commentaires injurieux ». Seules 18 % déclarent n'avoir « jamais été confrontées à ce type de situation ». Enfin, 50 % des répondantes déclarent avoir subi une situation de harcèlement entre deux à cinq fois depuis un an, et 30 % plus six fois dans l'année.

Les lieux des faits de harcèlement les plus fréquemment cités sont les déplacements à vélo (51 %), en train (50 %), en tramway (47 %), à pied (46 %) et en bus (32 %).

Dans 79 % des cas, les actes sexistes ne provoquent selon les femmes déclarant les avoir subis « aucune réaction de la part des témoins ».

### DES STRATÉGIES D'ÉVITEMENT QUI CONTRAignent LA PRATIQUE DE LA VILLE

Ainsi, la pratique de la ville est très différente selon que l'on est une femme ou que l'on est un homme. Mais les différences sociales entre les femmes jouent également un rôle. 60 % des femmes ouvrières ou employées ont une mauvaise perception de la ville, contre seulement 52 % des femmes cadres. Ce décalage s'explique par le fait que les femmes ouvrières ou employées utilisent d'avantage les parcs relais, sont plus souvent seules dans leurs déplacements du fait d'horaires atypiques et ont moins de moyens financiers pour sécuriser leurs parcours (par exemple, se garer directement en centre-ville). Enfin, elles cumulent davantage de stigmates que les femmes cadres, comme le surpoids, des éléments de racisation, etc.

Résultante logique, une enquête en 2018 révèle que parmi les usagers des transports en commun qui ressentent de l'insécurité, 26 % mettent en place des stratégies d'évitement en évitant certains jours ou horaires (15 %), en évitant certaines lignes (6 %), en évitant certains lieux (4 %) ou en changeant de moyen de transport (7 %).

**Dossier 6/ Fiche 113**  
Le sentiment d'insécurité dans les transports en commun : données nationales

**Dossier 6/ Fiche 114**  
Femmes et déplacements : une enquête menée à Bordeaux montre l'ampleur du harcèlement

## « La mixité sociale se dégrade »

Les Français adhèrent à l'idée de mixité sociale, mais leurs choix résidentiels et scolaires vont à l'encontre de l'idéal prôné, contribuant ainsi à alimenter les ségrégations urbaines. Les enquêtes montrent que le sentiment d'injustice et les incivilités non réprimées constituent deux puissants facteurs de dégradation des rapports sociaux, au-delà de l'absence de mixité sociale. Cela pose la question de la capacité à faire vivre une action publique rigoureuse et juste.

Sur le plan des idéaux, les Français adhèrent au principe de la mixité sociale : en 2016, 56 % d'entre eux jugent qu'il est plutôt positif (et 14 % très positif) d'« *habiter à un endroit où vivent des personnes issues de milieux sociaux différents* ». On sait toutefois qu'en pratique les choix résidentiels et scolaires des individus vont à l'inverse de ces affirmations. Il en résulte une tendance à la ségrégation urbaine. Du coup en 2016, 51 % des Français considèrent que « *la mixité sociale en France depuis 10 ans* » s'est dégradée, contre seulement 16 % qui pensent qu'elle s'est améliorée et 32 % qui pensent qu'elle n'a pas changé.

Cette question lancinante de la mixité sociale s'incarne en grande partie dans la problématique des banlieues.

Pour les Français, l'imaginaire de la banlieue est associé aux grands ensembles et aux problèmes sociaux. En 2015, ils voient ainsi les banlieues comme étant « *habitées par de nombreux jeunes* » (84 %), « *pauvres* » (79 %), « *mal entretenues* » (79 %), « *communautarisées* » (78 %), « *favorisant la promiscuité* » (77 %), « *dangereuses* » (71 %), « *diverses et mixtes* » (69 %). Les qualificatifs positifs n'arrivent qu'ensuite. Les banlieues seraient aussi des « *creusets de solidarité entre les habitants* » (44 %) ; « *fertiles en énergies et en initiatives nombreuses* » (37 %) ; des « *lieux de tolérance entre cultures, religions et modes de vie* » (36 %) ; « *créatives d'un point de vue culturel* » (36 %).

Pourtant, les banlieues regroupent toutes sortes de configurations sociales et géographiques, et toutes ne sont pas difficiles, loin de là : en 2015, 85 % des Français vivant en banlieue se déclarent d'ailleurs satisfaits de leur lieu de vie, ce pourcentage tombant à 50 % chez ceux qui habitent dans les cités HLM, témoignant ainsi d'une insatisfaction... mais aussi d'une satisfaction !

D'autres résultats d'enquêtes incitent à la nuance. Une enquête de 2017 nous apprend que 61 % des habitants des banlieues populaires ont le sentiment que « *la commune où ils résident bénéficie beaucoup ou un peu de la présence et de l'action des pouvoirs publics* ». Ce pourcentage est très inférieur à ceux des banlieues aisées (75 %) et des villes centres (73 %), mais est en revanche beaucoup plus élevé que celui des communes rurales où les habitants ne sont que 40 % à considérer que leur commune bénéficie de la présence des pouvoirs publics.

### METS UNE FAUSSE ADRESSE SUR TON CV ET TU TROUVERAS DU BOULOT

Du coup, habiter dans certaines banlieues est vécu par certains jeunes comme un handicap. Une enquête de 2013 indique que 8 % des 18-29 ans considèrent avoir subi des discriminations « *du fait de la réputation de leur quartier de résidence* », un chiffre très élevé si l'on songe qu'il porte sur la totalité d'une tranche d'âge alors qu'une petite partie seulement des jeunes qui la composent habitent les quartiers stigmatisés. Parmi les autres motifs de discrimination, les jeunes évoquent : « *la façon de s'habiller* » (11,8 %) ; « *la couleur de peaux ou l'origine* » (9 %) ; « *l'apparence physique* » (7 %) ; « *le niveau d'étude* » (7 %) ; « *le milieu social* » (5 %) ; « *les idées politiques* » (4 %) ; « *la religion* » (4 %) ; « *le sexe* » (4 %) ; « *la santé* » (2 %) et « *l'orientation sexuelle* » (2 %).

#### Dossier 6/ Fiche 103

Mixité sociale : un sentiment de dégradation, une adhésion à des mesures qui rétablissent l'égalité

#### Dossier 6/ Fiche 105

La banlieue dans l'imaginaire des Français, entre mythe et réalités

#### Dossier 6/ Fiche 106

Le sentiment de délaissement territorial est plus fort à l'extérieur des métropoles qu'en leur sein

#### Dossier 2/ Fiche 24

Les jeunes et le sentiment d'injustice, d'inégalité et de discrimination

#### Dossier 6/ Fiche 105

La banlieue dans l'imaginaire des Français, entre mythe et réalités

Fortement stigmatisées et placées au centre de l'attention, les banlieues sont aussi un sujet de société autour duquel se cristallisent les clivages politiques : 46 % des sympathisants de gauche, mais 68 % des sympathisants de Les Républicains et 83 % des sympathisants du Front National pensent que « *les banlieues sont des territoires perdus de la République* » ; 91 % des sympathisants de gauche, mais seulement 62 % des sympathisants de Les Républicains et 39 % des sympathisants du Front National pensent que « *la banlieue regorge de multiples talents dont le pays aurait tort de se priver* ».

Mais n'avons-nous pas tendance à trop attendre de la mixité ?

## INJUSTICE RESENTIE ET IRRESPECT D'AUTRUI

Le CNRS s'est demandé en 2012 ce qui explique que certains adolescents répondent positivement à la question suivante « *Pour des jeunes comme toi, est-ce que insulter volontairement quelqu'un à cause de sa religion, de la couleur de sa peau ou de son origine peut se justifier ?* ». Le degré de mixité ethnique des collèges où a eu lieu l'enquête joue ici extrêmement peu. Les collèges ont été classés en dix catégories, des moins mixtes (17 % d'élèves d'origine étrangère – au moins un parent né dans un autre pays que la France) aux plus mixtes (75 % d'élèves d'origines étrangères). Toutes les catégories affichent des réponses qui sont comprises entre 80,5 % de réponses négatives et 86 % de réponses négatives.

En revanche, le climat scolaire joue significativement. Les établissements ont été classés en quatre catégories selon le nombre et la diversité des désordres. Dans le groupe des collèges où le climat scolaire est le plus dégradé, les élèves ne sont que 75 % à considérer qu'insulter volontairement quelqu'un à cause de sa religion ou de la couleur de sa peau ne peut jamais se justifier. Dans le groupe des établissements qui connaissent le meilleur climat scolaire, ce chiffre s'élève à 86 %.

Le sentiment d'être « *moins bien traité que les autres* » joue aussi significativement : les adolescents qui ont ce sentiment ne sont que 80 % à considérer qu'insulter volontairement quelqu'un à cause de sa religion ou de la couleur de sa peau ne peut jamais se justifier contre 88 % des autres adolescents.

D'autres résultats d'enquêtes montrent aussi qu'à niveau social similaire, religions identiques ou degrés de religiosité comparables les jeunes sont systématiquement plus enclins à la violence lorsqu'ils habitent des quartiers marqués par les incivilités que lorsqu'ils habitent des quartiers paisibles.

Autrement dit, si la mixité sociale et culturelle constitue sûrement un enjeu, un autre enjeu de taille consiste à faire vivre l'action publique de façon rigoureuse et juste.

## LA MIXITÉ URBAINE PROGRESSERA-T-ELLE PAR DES MESURES SUR LE TERRITOIRE OU DES MESURES SUR LA SOCIÉTÉ ?

Après, lorsqu'on demande aux Français ce qu'il faudrait faire pour favoriser la mixité sociale, les mesures que ceux-ci jugent les plus essentielles sont : « *lutter contre les discriminations à l'embauche* » (pour 60 % des Français) et « *ouvrir l'enseignement supérieur et la fonction publique à des élèves de différentes origines sociales* » (49 %). Les mesures à contenu territorial n'arrivent qu'ensuite : « *construire davantage de logements sociaux dans les communes et quartiers qui n'en comptent pas assez* » (pour 35 % des Français) et « *revoir les règles de sectorisation des collèges pour favoriser la mixité sociale* » (33 %). Enfin, « *favoriser la reconnaissance et le développement des cultures urbaines* » ne constitue une mesure essentielle que pour 21 % des Français.

**Dossier 4/ Fiche 78**  
Pourquoi les adolescents justifient-ils la violence ethnique et religieuse : un effet scolaire ?

**Dossier 6/ Fiche 103**  
Mixité sociale : un sentiment de dégradation, une adhésion à des mesures qui rétablissent l'égalité

Concernant la question proprement dite de la mixité sociale par le logement, les Français sont dubitatifs quant à l'efficacité des mesures coercitives vis-à-vis des communes déficitaires en logements sociaux. 45% d'entre eux seulement pensent qu'il serait efficace de *« durcir les amendes imposées aux communes récalcitrantes »*, et ils ne sont guère plus nombreux (50%) à croire en l'efficacité d'une mesure qui consisterait à *« permettre aux préfets de se substituer aux maires dans ces communes pour préempter des terrains, distribuer des permis de construire, attribuer des logements »*.

Les Français croient davantage à l'efficacité des mesures s'appliquant directement sur les territoires qui concentrent un grand nombre de logements sociaux : 65% d'entre eux jugent que *« limiter la construction de logements sociaux dans les communes où le taux de logements sociaux est supérieur à 50% »* serait une mesure efficace, et surtout, ils sont 69% à croire dans l'efficacité des mesures visant à *« favoriser les programmes d'accèsion à la propriété et de logement intermédiaire pour attirer les classes moyennes »* dans ces communes.

## « Je veux une ville verte »

Quand on les interroge sur la ville qu'ils souhaitent, les Français plébiscitent le calme, la verdure, les courtes distances. La proximité des services et aménités arrive ensuite. Le thème de la ville intelligente ou connectée est celui qui génère le moins d'adhésion. Les Français ne l'investissent pas émotionnellement. Pour autant, les couches les plus urbaines de la société (les CSP+, les jeunes) sont à l'avant-garde des nouveaux usages numériques collaboratifs comme le covoiturage.

S'ils n'avaient pas de limite de budget, 38 % des Français choisiraient en 2016 d'habiter « un pavillon ou une villa », 17 % « une maison dans un village », 12 % « un appartement avec terrasse », 9 % « une maison de ville », 8 % « un loft », 7 % « un hôtel particulier »... Le modèle de la maison individuelle est clairement plébiscité, et à défaut les appartements doivent avoir des terrasses.

Pour l'achat de leur logement, les Français accordent en 2018 la plus grande importance au critère du « calme » (7,5 %). Viennent ensuite « la proximité des commerces » (6,5 %), « la proximité des services de santé » (6,5 %), « la densité des habitations » (6 %), « le voisinage » (6 %), « la proximité d'espaces verts » (6 %), « la proximité des moyens de transport » (6 %), etc.

Ainsi, le calme, la verdure, la centralité et la mobilité tiennent la corde.

Mais les Français craignent que l'avenir des villes se fasse à l'opposé de leurs aspirations. En 2015, 60 % d'entre eux pensent que la ville de demain sera « plus polluée » plutôt que « plus écologique » (40 %) ; 62 % pensent que la ville de demain sera « plus saturée et plus dense » plutôt que « mieux pensée pour vivre ensemble » (38 %) ; 54 % qu'elle ira vers « le vertical avec davantage de tours et de gratte-ciels », plutôt que vers « l'horizontal, c'est-à-dire étalée avec des immeubles de petite taille » (45 %)

Lorsqu'on leur demande en 2017 d'imaginer leur ville idéale du futur, les mots qui viennent à l'esprit des Français sont pour 59 % d'entre eux « une ville écologique », pour 49 % « une ville végétale », pour 37 % « une ville spacieuse », pour 30 % « une ville fluide », 29 % « une ville nourricière », 26 % une « ville connectée », 23 % « une ville horizontale », 12 % « une ville minérale » et 5 % « une ville verticale ».

Interrogés la même année sur six modèles de villes du futur avec la consigne de noter ces modèles de 0 à 10, les Français attribuent à « la ville nature » la note moyenne de 7,7 (écart type 1,9). La « ville autosuffisante » suit avec une note moyenne de 6,9 (écart type 2,1), puis la « ville des courtes distances » avec une note de 6,8 (écart type 2), la « ville collaborative » avec une note de 6,3 (écart type 2,1), la « ville diffuse » avec une note de 5,8 (écart type 2,2), et enfin la « ville connectée » avec une note de 5 (écart type 2,5). Avec la note moyenne la plus élevée mais aussi l'écart type le plus faible, le modèle de la ville nature fait l'objet d'un consensus général, tandis que la ville connectée est dans une situation inverse : sa note moyenne est la plus faible, mais l'écart type très élevé indique que certains Français adhèrent nettement à ce modèle.

### LA VILLE INTELLIGENTE ? POURQUOI PAS SI ÇA PERMET DE FAIRE DES ÉCONOMIES

À l'évidence, les Français n'investissent pas affectivement le thème de la ville intelligente. Ils jugeaient en 2015 que les priorités de la ville intelligente devraient être en premier lieu de « réduire la dépense publique » (21 % des Français), d'« améliorer la sécurité » (15 % des Français), de « moins consommer d'énergie » (14 %), de « simplifier les relations entre les citoyens et les administrations » (12 %),

#### Dossier 6/ Fiche 110

Les aspirations à l'habitat individuel, au calme... : les attentes des Français en matière d'habitat

#### Dossier 6/ Fiche 111

La ville de demain :  
2) L'aspiration des Français à une ville plus verte

#### Dossier 6/ Fiche 109

La ville de demain :  
1) Le numérique plébiscité, mais à petite dose

d'« améliorer les transports » (10 %), « d'accroître la participation citoyenne » (5 %), et enfin de « mieux gérer les déchets » (4 %) et « réduire la fracture numérique » (4 %).

« Le développement numérique dans leur ville » est jugé « important mais pas prioritaire » par 60 % des Français, « secondaire » par 22 % et « tout à fait prioritaire » par seulement 18 % d'entre eux.

Peut-être les Français ne font-ils pas le lien entre ce thème de la ville intelligente et la culture numérique dont ils sont de plus en plus porteurs et qui se traduit par exemple par l'essor des pratiques collaboratives : en 2017, 76 % des Français ont déjà « acheté sur Internet ou dans un vide grenier des objets d'occasion » et 71 % ont « déjà vendu du matériel » ; 45 % ont « déjà pratiqué l'achat groupé » ; 29 % ont « déjà pratiqué le covoiturage en tant que voyageur » et 30 % en tant que « conducteur » ; 25 % ont « déjà pratiqué la location de logement via une plate-forme de type Airbnb » (mais 7 % seulement ont déjà loué leur logement via ce système) ; 22 % déclarent avoir « déjà fabriqué par eux-mêmes (« do it yourself ») des produits de beauté ou d'entretien » ; et 11 % ont « déjà loué des chauffeurs privés via des interfaces telles Uber ».

Ces pratiques sont fortement tirées par les catégories socioprofessionnelles supérieures et par la jeunesse, c'est-à-dire par les couches urbaines de la société. Par exemple, si 45 % des Français ont déjà pratiqué l'achat groupé en 2017, c'est le cas de 53 % des CSP + et de 63 % des 25-34 ans ; si 30 % des Français ont déjà covoituré en tant que conducteur, c'est le cas de 39 % des CSP + et de 46 % des 25-34 ans ; si 25 % des Français ont déjà utilisé une plate-forme de location d'appartement type Airbnb, c'est le cas de 38 % des CSP+ et de 54 % des 25-34 ans ; etc.

Ainsi, le collaboratif s'installe dans les pratiques, mais aussi l'idée que de plus en plus il sera possible de vivre sans voiture. Ici toutefois, la transformation du modèle se fait de façon très lente. En 2016, 25 % des Français seulement indiquent qu'ils pourraient se passer de voiture. La voiture reste d'ailleurs l'objet auquel les Français sont le plus attachés. Lorsqu'on leur demande en 2017 leur degré d'attachement à plusieurs objets sur une échelle de 0 (aucun attachement) à 10 (très fort attachement), la voiture arrive en tête avec une moyenne de 6,7, devant le téléphone portable (6,2) et la télévision (6,0).

## LES JEUNES, LES CSP+, LES HYPER-URBAINS, FER DE LANCE D'UNE VILLE PLUS COLLABORATIVE ET D'UN RAPPORT APAISÉ À LA VOITURE

La voiture reste synonyme de liberté pour 95 % des Français ! Mais en même temps elle est de plus en plus associée à des valeurs négatives : 79 % des Français l'associent à la pollution et 49 % la considèrent comme « trop chère ». Surtout, elle semble avoir perdu sa dimension statutaire. Pour les Français en 2017, les trois critères les plus importants au moment de l'achat de leur voiture sont « le prix » (pour 70 % d'entre eux), « la sécurité et la tenue de route » (49 %), « la consommation » (42 %) et « l'image de soi renvoyée par la voiture » (pour seulement 3 % des Français).

Un autre sondage réalisé en 2017 révèle que seulement 29 % des Français « seraient prêts à dépenser plus que de raison pour s'offrir une belle voiture », contre 49 % des personnes enquêtées dans les 15 pays du panel (Belgique, Allemagne, Espagne, Italie, Pologne, Grande-Bretagne, Japon, USA, Brésil, Chine, Mexique, Turquie, Afrique du Sud).

Le rapport à la voiture évolue donc progressivement au fil du renouvellement des générations, ce dont témoigne le fait qu'en 2017 52 % des parisiens de plus de 60 ans condamnent « la restriction de la voiture sur les voies sur berge », alors que les moins de 35 ans sont favorables à 74 % à cette mesure.

**Dossier 5/ Fiche 93**  
L'économie collaborative boostée par les jeunes et les CSP+

**Dossier 6/ Fiche 112**  
La voiture, nouvel objet de tension entre les Français ?

Et il évolue d'abord sous la pression des habitants des grandes agglomérations. Ainsi en 2015, si 69 % des Français se disent favorables à « *la restriction de la place des voitures dans le centre des grandes villes* » cette idée est davantage soutenue par les habitants des villes de plus de 100 000 habitants (75 %) que par ceux des villes de moins de 100 000 habitants (64 %).





---

WWW.  
MILLENAIRE3.  
COM

RETROUVEZ  
TOUTES LES ÉTUDES SUR